



HAL
open science

La guerre permanente. Ultime stratégie du Kremlin

Marie Mendras

► **To cite this version:**

Marie Mendras. La guerre permanente. Ultime stratégie du Kremlin. Calmann Lévy, pp.350, 2024, 9782702189832. hal-04372578

HAL Id: hal-04372578

<https://sciencespo.hal.science/hal-04372578v1>

Submitted on 10 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EXTRAITS DES EPREUVES DE L'OUVRAGE À PARAÎTRE LE 21/2/2024.
UNIQUEMENT POUR LA LECTURE DES RAPPORTEURS CNRS. NE PAS PARTAGER

Marie Mendras

LA GUERRE PERMANENTE

Ultime stratégie
du Kremlin

CALMANN
LÉVY

Collection dirigée par Gilles Achache

**CALMANN
LÉVY**

ÉDITEUR DEPUIS 1836

© Calmann-Lévy, 2024

Couverture

Maquette : olo.éditions

ISBN : 978-2-7021-8983-2

SOMMAIRE

Introduction.....	11
I. La préférence pour le conflit.....	25
<i>L'irrésistible tentation du recours à la force, 26.</i>	
<i>– La guerre sera courte, 30. – « Ceci n'est pas une</i>	
<i>guerre. », 33. – Le brouillage entre la guerre et la paix,</i>	
<i>39. – La paix injuste, 41. – Les conflits qui mijotent, 43.</i>	
II. La montée des périls.....	47
<i>Reconstruction de l'empire russe, 49. – Le Holodomor.</i>	
<i>La famine organisée par Staline, 50. – La paix</i>	
<i>gorbatchévienne, 53. – Russie, la nation manquante,</i>	
<i>58. – Le refus de la souveraineté des autres, 63. – La</i>	
<i>première guerre de Tchétchénie, 65.</i>	
III. Vladimir Poutine en guerre contre la Tchétchénie	69
<i>La fin de règne du président Eltsine, 70. – Provoquer</i>	
<i>la guerre. Le retour du KGB, 72. – La revanche contre</i>	
<i>les Tchétchènes, 77. – Les graves conséquences de</i>	
<i>l'impunité, 81.</i>	

LA GUERRE PERMANENTE

- IV. Les Ukrainiens défient Moscou.
La révolution orange.....87
L'élection présidentielle de novembre 2004, 88. – *Poutine en campagne, à Kiev !*, 91. – *Le mythe d'une Ukraine province de la Russie*, 93. – *Le rôle des Européens*, 95.
- V. La guerre en Géorgie et les territoires confisqués.....99
Les tensions russo-géorgiennes, 101. – *La fabrication de « citoyens russes »*, 106. – *De l'embargo à la guerre*, 108. – *La guerre des cinq jours*, 110. – *Le cessez-le-feu*, 113.
- VI. Regagner le statut de grande puissance117
Au début, l'entente, 118. – *Le désir de reconnaissance*, 123. – *Le défi de la démocratisation en Géorgie et en Ukraine*, 127. – *L'identité nationale et « la patrie en danger »*, 128. – *La stabilité poutinienne en trompe-l'œil*, 130.
- VII. Révolution Maïdan et annexion de la Crimée.....135
Une révolution populaire, 136. – *La détermination des Ukrainiens*, 141. – *L'annexion de la Crimée*, 143.
- VIII. Le premier conflit du Donbass.....147
Après la Crimée, l'Est de l'Ukraine, 150. – *Opération spéciale Séparatistes*, 152. – *Le Donbass, frontière poreuse*, 154. – *Les accords de Minsk*, 160. – *Une guerre qui mijote*, 166. – *L'échec politique de la Russie en Ukraine*, 168. – *L'envers de l'occupation du Donbass*, 170.

SOMMAIRE

IX. Guerre en Syrie et soutien aux dictateurs.....	175
<i>Le printemps arabe de 2011, 177. – Maintenir Assad au pouvoir, 179. – Le tournant d’août 2013. Le recul américain, 183. – L’intervention militaire russe, 187.</i>	
X. « Contre la guerre, pour les réformes ! »	
L’opposition russe résiste	195
<i>L’assassinat de Boris Nemtsov, 197. – La révolution Navalny, 202. – Éliminer Alexei Navalny, 206.</i>	
XI. L’escalade. 2020-2021	211
<i>Volodymyr Zelensky, 212. – La fin du processus de Minsk, 216. – La pandémie et la grande peur de Poutine, 218. – Révolution au Bélarus220. – Le conflit du Haut-Karabakh. La non-intervention russe, 224. – Sur le pied de guerre, 229.</i>	
XII. La guerre d’agression contre l’Ukraine	237
<i>Pourquoi la guerre ?, 239. – Le problème du Chef dans un régime tyrannique, 242. – Les forces armées russes, 243. – Prigojine et les milices Wagner, 246. – Les phases de la guerre, 248. – Vers la guerre longue, 258. – Les formes criminelles de la guerre, 260. – L’échec stratégique de la Russie, 265.</i>	
Conclusion. La tyrannie à l’épreuve de la guerre	271
La tyrannie à l’épreuve de la guerre	271
Cartes	287
Chronologie.....	293

INTRODUCTION

En février 2022, Kiev devait tomber en trois jours. En 2024, la capitale ukrainienne vibre et prospère. Elle est la ville où se pressent chefs d'État et de gouvernement, députés, intellectuels, journalistes, entrepreneurs du monde entier. Le gouvernement ukrainien et les administrations régionales et locales gèrent correctement un grand pays occupé sur une partie de son territoire, et soumis à des bombardements fréquents.

En juin 2022, l'Ukraine a obtenu le statut de pays candidat à l'entrée dans l'Union européenne. En juillet 2023, au sommet de Vilnius, elle a reçu un engagement formel de l'Alliance atlantique sur un calendrier d'accession. De son côté, la Russie a été déclarée « État sponsor du terrorisme » par l'Union européenne, l'OTAN et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Depuis mars 2023, Vladimir Poutine est sous mandat d'arrêt international, accusé de crimes de guerre par la Cour pénale internationale. La mutinerie des milices Wagner fin juin 2023 a jeté une lumière crue sur la désorganisation dans la conduite de la guerre et les dissensions au cœur du système Poutine. En Russie même, et au sein de la diaspora, la résistance contre la guerre prend de l'ampleur. Le coût

LA GUERRE PERMANENTE

politique, économique, humain de la guerre est très élevé pour la Fédération de Russie et ses habitants.

Pourquoi donc le chef du Kremlin a-t-il lancé son pays dans cette guerre terriblement meurtrière, avec des objectifs irréalistes ? Pourquoi s'obstine-t-il à récuser le terme de « guerre » et à imposer le vocable d'« opération spéciale », utilisé par les services spéciaux depuis la création de la police politique par les Bolcheviks en 1918 ? Quelles sont les raisons de ce revanchisme exacerbé contre les Ukrainiens ? Comment expliquer une décision aussi risquée alors qu'aucune menace ne pesait sur la Russie ?

Vladimir Poutine avait la réputation d'un homme qui limitait la prise de risques et restait fidèle aux instructions du KGB : n'engager un conflit, politique ou militaire, que si la victoire est certaine ; ne pas sous-estimer l'adversaire, le connaître de l'intérieur ; ne jamais s'exposer pour éviter d'être découvert et jugé responsable. Le 24 février 2022, Poutine s'est affranchi de toutes ces règles et a lié son sort à l'issue de cette guerre. L'armée a attaqué dans plusieurs directions, en bombardant massivement les villes pour terroriser la population. L'assaut de Kiev avait d'abord pour objectif l'assassinat du président Zelensky et de ses proches, la chute du gouvernement et la capitulation de l'État.

La guerre totale contre l'Ukraine est la cinquième guerre poutinienne, après la Tchétchénie, la Géorgie, le Donbass et la Syrie. Dans chaque cas, le peuple victime a subi une entreprise de destruction et d'intimidation sous prétexte de lutte antiterroriste ou de protection des « russophones en danger ». En Géorgie puis en Ukraine, le Kremlin a voulu renverser l'État de droit et le gouvernement légitime, affaiblir la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale en soutenant des provinces dites

INTRODUCTION

« séparatistes ». En 2014, Moscou a annexé la péninsule de Crimée et envahi la partie orientale du Donbass, tout en niant l'implication de militaires russes. Les troupes armées arrivant de Russie ne portaient pas d'insigne et les véhicules blindés n'avaient pas de plaque d'immatriculation. Des « chefs séparatistes », détenteurs de passeports russes, ont proclamé les « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk à la suite de « référendums » tenus en toute illégalité¹.

Vladimir Poutine n'est ni un idéologue ni un conquérant. Il est un déstabilisateur et un destructeur. Il ne gouverne pas les 86 républiques et provinces de la Fédération de Russie, il les tient et les empêche². Depuis vingt ans, il réécrit l'histoire russe et enferme ses sujets dans un récit fantasmagorique de la patrie en danger. En fixant sa mission sur la vengeance obsessionnelle contre les « ennemis » et les « traîtres », à l'intérieur et à l'étranger, il s'est affranchi de toute limite et a fini par mettre son système de pouvoir en danger. Il joue l'avenir des 135 millions d'habitants de la Fédération... à la roulette russe ! La guerre n'est pas un événement extérieur auquel est confronté le pouvoir poutinien, elle est son horizon de principe et son mode de fonctionnement.

Pour Vladimir Poutine, la chute de l'URSS en 1991 se révèle une opportunité. L'officier du KGB devient

1. Cf. chapitre 8.

2. La Fédération comprend 86 sujets, sans compter la Crimée et la ville de Sébastopol, annexées de force en 2014, ni les quatre provinces ukrainiennes « annexées » par la Russie le 21 septembre 2022 alors que ces régions – Kherson, Zaporijia, Donetsk, Lougansk – n'étaient occupées qu'en partie par l'armée et l'administration russes. La ville de Kherson a été libérée quelques jours après la grande célébration de l'annexion au Kremlin.

LA GUERRE PERMANENTE

adjoint au maire de Saint-Pétersbourg. Il s'enrichit en gérant la privatisation du port et construit une clientèle d'affidés, qui occuperont plus tard les hautes sphères du pouvoir politique et économique et dirigeront les différents organes de renseignement. En 1998, il prend la direction des services spéciaux (FSB, Service fédéral de sécurité). Il a gravi les marches très rapidement depuis son poste d'espion à Dresde, en Allemagne de l'Est, dans les années 1980.

Vladimir Poutine est propulsé à la tête du gouvernement en 1999 puis à la tête de l'État en 2000, alors que les combats font rage en Tchétchénie. Comment croire que l'homme entretient une nostalgie sincère du système soviétique où il n'aurait jamais été plus qu'un colonel du KGB, sans fortune et sans perspective ?

Dès sa prise de fonction en mai 2000, le successeur de Boris Eltsine s'attaque aux acquis de la démocratisation et du fédéralisme en Russie. Son leitmotiv est l'ordre. Le thème de l'ennemi imprègne peu à peu le discours politique grâce au contrôle de l'information et des médias et à une entreprise systématique de réécriture historique. Après les attentats du 11 septembre 2001 contre les tours du World Trade Center à Manhattan, la lutte contre le terrorisme international a offert au régime une efficace « légitimation » de ses méthodes brutales en Tchétchénie, puis en Syrie à partir de 2015.

L'accusation de « terrorisme », portée indistinctement contre les opposants en Russie, contre les Tchétchènes, Géorgiens, Ukrainiens, Syriens, relève d'une instrumentalisation pernicieuse. En effet, le Kremlin a ainsi accordé une impunité totale à l'armée, aux polices, aux forces spéciales du ministère de l'Intérieur et des services spéciaux, auxquelles s'ajoutent la garde nationale, la protection

INTRODUCTION

rapprochée du président, les milices. Vladimir Poutine se place hors du domaine du droit et de la règle et installe de facto un régime d'exception. Il autorise ses hommes en armes à traiter comme ils l'entendent les personnes, peuples et organisations politiques visés par ce terme. Comment s'étonner alors des exactions commises par les militaires et mercenaires en Ukraine ?

La justification de l'agression de l'Ukraine par la défense contre le nazisme soulève des interrogations. Pourquoi Poutine est-il sorti de la doctrine confortable du contre-terrorisme, ou de la protection des « Russes » menacés, et a-t-il appelé à l'anéantissement d'un pays « nazifié » où la nation n'existerait pas mais serait une imposture soutenue par « l'Occident satanique »³ ?

Dans un article fleuve publié en juillet 2021, il développe un récit fantasmagorique de l'histoire russe où il dénie aux Ukrainiens existence passée et présente dans le cadre d'une nation et d'un territoire. « Il n'est pas exagéré de dire que la voie de l'assimilation forcée [des Russes en Ukraine], la formation d'un État ukrainien ethniquement pur, agressif envers la Russie, est comparable dans ses conséquences à l'utilisation d'armes de destruction massive contre nous. » La stratégie américaine, et occidentale, est « d'entraîner petit à petit l'Ukraine dans un jeu géopolitique dangereux visant à faire de ce territoire une barrière entre l'Europe et la Russie⁴ ». L'intention de frapper pour anéantir est exprimée en des termes violents. L'Ukraine n'existe pas, elle est russe, et doit se soumettre

3. Discours de Vladimir Poutine, 21 septembre 2022, www.kremlin.ru.

4. Vladimir Poutine, « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », 12 juillet 2021. <https://urlz.fr/ohRd>.

LA GUERRE PERMANENTE

sans combattre. Les pays qui la soutiennent sont les ennemis de la Russie, c'est-à-dire de Poutine personnellement.

Cet appel au meurtre et à la destruction ne peut se comprendre qu'en entrant dans le labyrinthe d'obsessions et de calculs que les dirigeants russes ont construit pour justifier leur pouvoir absolu et le choix de la guerre. Les derniers chapitres de cet ouvrage proposeront des éléments de réponse.

Dans l'étude d'une guerre injustifiée, le drame humain doit être la première des préoccupations, avant toute considération stratégique ou économique. Pour des raisons morales, bien sûr, mais aussi pour cerner la nature et le fonctionnement du régime agresseur. Aller au combat armé, quel qu'en soit le coût humain, est un choix, pas une fatalité ni une « glissade » de la confrontation vers la guerre. Car il existe toujours des possibilités de négocier et de trouver un compromis. Organisations internationales et médiateurs proposent leurs services ; l'État agressé tente une négociation pour obtenir un cessez-le-feu et sauver des vies. Pendant les premiers mois de la guerre, au printemps 2022, les autorités ukrainiennes ont accepté un dialogue avec Moscou, mais les émissaires russes n'avaient aucune instruction pour négocier l'arrêt des combats. De plus, l'armée russe se livrait à des bombardements et des exactions contre les civils alors que les discussions avaient lieu.

Dans un conflit très violent et qui dure, la violence faite aux populations, aux individus, en les tuant et les blessant, en les privant de leur sécurité et de leur lieu de vie, constitue l'arme la plus redoutable. Cette violence extrême est une méthode de terreur pour sidérer les gens et forcer les autorités à capituler, se livrer et abandonner les civils. Elle s'est vite retournée contre l'agresseur russe,

INTRODUCTION

qui n'avait prévu ni la formidable résistance ukrainienne ni la forte solidarité occidentale derrière l'Ukraine, et qui avait largement surestimé les capacités opérationnelles de sa propre armée.

Vladimir Poutine et ses chefs militaires n'ont pas de respect pour la vie de leurs soldats ni plus largement pour les conditions de vie de leurs propres sujets en Russie, et encore moins pour la survie des Ukrainiens. Mais ils savent l'importance de la vie humaine dans les démocraties, notamment en Ukraine, ce qui est en soi un aveu par Moscou de la nature démocratique de la société ukrainienne. Ils avaient probablement misé sur un rejet de la guerre en Europe par des Européens trop soucieux de leur tranquillité pour soutenir militairement et financièrement les Ukrainiens sur la durée. La faiblesse des Occidentaux pendant la guerre de Géorgie avait transmis un message permissif au Kremlin, qui a souhaité l'interpréter comme une carte blanche pour agir à sa guise dans sa « sphère d'intérêts privilégiés ». Fort de cette expérience, quelques années plus tard, Poutine n'attendait pas de riposte ferme des Américains s'il intervenait en Ukraine. Et ses conseillers lui répétaient que les Européens voulaient à tout prix éviter les conflits et acceptaient l'influence russe dans les anciennes républiques.

L'erreur de nos gouvernements a été de laisser planer l'incertitude sur nos politiques de sécurité. Nous n'avons pas su dissuader les dirigeants russes de prendre des risques inconsidérés en se lançant dans une guerre d'agression sur le continent européen.

Néanmoins, le Kremlin s'est trompé sur la lâche retenue des Européens. La croyance dans un « pacifisme » structurel des démocraties, en toutes circonstances, résulte d'une méconnaissance des sociétés européennes, de leur

LA GUERRE PERMANENTE

histoire, de leur expérience des guerres du ^{xx}^e siècle. Cette erreur de jugement tient au système de désinformation et de déformation des réalités dans lequel les dirigeants ont fini par se piéger eux-mêmes.

La thèse de ce livre tient en deux mots : tyrannie et guerre. La montée de la tyrannie s'accompagne de la montée de la violence, en Russie et à l'extérieur. Le diktat exige l'impunité, et l'impunité permet le crime, sans limite. Le chef de la Russie fait subir à sa propre population la violence politique et policière, la désinformation, le mensonge, l'absence de liberté, et lui en fait payer le prix : déclin économique et social, mobilisation militaire des hommes, un horizon bouché pour la plupart des jeunes. Plus de 200 000 militaires et mercenaires russes ont été mis « hors de combat », c'est-à-dire tués, blessés ou démobilisés, en 2022 et 2023. Selon l'estimation la plus basse, 40 000 militaires, et au moins 10 000 mercenaires Wagner, ont été tués⁵.

5. Le site Mediazona fait un travail précieux d'analyse des « hommes manquants », c'est-à-dire le déficit démographique par rapport à une situation sans guerre, qui complète les données sur les militaires dont la mort est constatée. <https://zona.media/casualties>. Cependant, selon les experts, ce mode de comptage est trop prudent, les pertes sont plus importantes, et les autorités russes manipulent les chiffres. Les estimations des autorités ukrainiennes, probablement surévaluées, avancent un total de 231 000 tués et blessés russes (militaires, mercenaires, « séparatistes » du Donbass) entre février 2022 et septembre 2023 : <https://urlz.fr/ohRl>. Les estimations américaines sont sensiblement identiques. Pour les cinq mois de décembre 2002 à mai 2023, plus de 100 000 combattants russes auraient été tués ou blessés. La longue et terrible bataille de Bakhmout a fait une hécatombe, notamment dans les rangs des milices Wagner (environ 10 000 morts et 10 000 blessés) : <https://vu.fr/QueKSp>.

INTRODUCTION

Le recours disproportionné à la violence fait la force terrible de ce régime, et sa plus grande vulnérabilité. Avoir recours aux hommes en armes constitue toujours une grande prise de risque pour le pouvoir politique. Et le risque est très grand quand on joue sur la rivalité entre un chef de mercenaires sans scrupule et des généraux dépassés et corrompus. La mutinerie du chef des milices Wagner, Evgueni Prigojine, les 23 et 24 juin 2023, a mis Vladimir Poutine dans une situation très difficile et a montré que le pouvoir n'était pas à l'abri d'une déstabilisation de l'intérieur du système.

La politique de Vladimir Poutine a toujours consisté à imposer son ordre en installant le désordre ailleurs. Dès 1999, il intervient dans les affaires intérieures des pays voisins par l'ingérence économique et médiatique, par le développement de réseaux russes, et par des interventions militaires. Il s'attaque systématiquement aux acquis de la démocratisation en Russie et dans les républiques ex-soviétiques. Il est pris de court par la révolution des roses en Géorgie en 2003 et la révolution orange en Ukraine en 2004 et y répond par une tactique de subversion politique et de chantage économique. Les Moldaves ont aussi été victimes de l'ingérence malfaisante de la Russie : corruption des élites, présence armée et contrôle de la Transnistrie séparatiste, soutenue financièrement et militairement par la Russie⁶. Poutine comprend que la démocratisation des pays de l'entre-deux, pris en étau

6. La « république de Transnistrie » séparatiste occupe la partie orientale de la Moldavie, à la frontière de l'Ukraine, à environ 70 km d'Odessa, la grande ville portuaire ukrainienne sur la mer Noire. Cf. chapitre 5 qui analyse la méthode russe de déstabilisation par les « conflits qui mijotent ».

entre l'Europe et la Russie, constitue une menace directe sur son système de pouvoir. La construction d'un État de droit en Ukraine renforcerait la souveraineté du « frère slave » et lui donnerait les moyens de se rapprocher de l'Europe.

En 2006, Moscou déstabilise la Géorgie par un embargo total, un soutien aux régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, et des incursions militaires de plus en plus rapprochées sous couvert de « forces de maintien de la paix ». L'invasion de la Géorgie et les bombardements durent cinq jours, du 8 au 12 août 2008. Moscou retire ses troupes, reconnaît les deux « républiques » séparatistes, mais échoue à faire tomber le président Mikheil Saakachvili, au grand dam de Vladimir Poutine qui lui vouait une haine non dissimulée⁷. De même, en février 2022, l'objectif premier de Poutine était d'éliminer Volodymyr Zelensky, sa famille et ses conseillers. La détestation de l'homme obscurcissait le jugement et empêchait la réflexion stratégique sur la logique et la faisabilité d'une guerre totale.

En 2014, c'est aussi après une révolution populaire, EuroMaïdan, et la chute du président ukrainien Viktor Ianoukovitch, que le chef du Kremlin décide d'annexer la Crimée et d'occuper une partie du Donbass ukrainien. Les forces russes occupent le territoire d'un État souverain, partenaire de l'Union européenne, membre de l'ONU et de nombreuses organisations multilatérales. Pour la

7. Explications données par le président Nicolas Sarkozy à l'Élysée, en présence de l'auteure, le 3 septembre 2008. Voir aussi le récit de la journée du 12 août 2008 dans l'excellent ouvrage de Ronald D. Asmus, *A Little War that Shook the World : Georgia, Russia, and the Future of the World*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

INTRODUCTION

première fois, le Kremlin va plus loin que la reconnaissance formelle d'un territoire dit « séparatiste », et annexe la république de Crimée. Il force les Tatars de Crimée, et les Ukrainiens, à partir ou à prendre le passeport russe, en renonçant à la nationalité ukrainienne.

Moscou a donc réussi à imposer son diktat en Crimée et à l'Est du Donbass en 2014. Certes, le coût économique et diplomatique était conséquent. De lourdes sanctions, votées par plus de quarante pays, ciblaient les hauts dirigeants, des hommes d'affaires et des secteurs industriels. La Russie perdit son siège au G8 et le droit de vote à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Mais les exportations de pétrole et de gaz naturel allaient bon train et le pouvoir russe restait un interlocuteur incontournable de certains gouvernements occidentaux, qui mentionnaient avec beaucoup de retenue la question des violations des droits humains et du non-respect des conventions internationales signées par la Russie.

En engageant une guerre totale en février 2022, Vladimir Poutine a cassé un équilibre instable qui lui était étonnamment favorable. C'est cette énigme qu'il s'agit de résoudre.

Cet ouvrage propose une réflexion sur la radicalisation guerrière du régime Poutine à travers l'analyse des conflits menés depuis 1999. Il aborde les causes de la guerre en Ukraine en insistant sur les ressorts internes qui ont conduit, dans un même mouvement, à l'escalade de la répression en Russie et à l'agression armée en pays étranger. Vladimir Poutine craint la démocratisation des anciennes républiques soviétiques qui s'émancipent de la tutelle d'un État russe prédateur. Il s'y oppose par

LA GUERRE PERMANENTE

tous les moyens, car c'est la survie de son propre système antidémocratique qui est en jeu.

Cependant, en provoquant la colère et l'esprit de résistance chez les Ukrainiens, Bélarusses, Géorgiens et Moldaves, en abandonnant les Arméniens du Haut-Karabakh, il défait les liens qui avaient maintenu une sphère économique et culturelle commune après l'effondrement de l'URSS. Il déchire le tissu humain et social qui entretenait la proximité avec les républiques voisines et brade le commerce pourtant mutuellement bénéfique avec l'Ukraine et la Géorgie. Le système russe n'a plus beaucoup d'admirateurs, alors que le mode de gouvernement européen attire et fédère. La sphère d'influence du Kremlin se réduit comme peau de chagrin.

L'échec de la *blitzkrieg* contre Kiev aux premiers jours de l'agression a provoqué un basculement dans l'inconnu et le tragique. Poutine et ses hommes, ses armées et ses administrations, ont alors perdu leurs cartes maîtresses : l'effet de surprise, le pouvoir de dissuasion, et la maîtrise du calendrier. Ils ont dû rebattre les cartes et s'engager dans une autre guerre, une guerre de destruction et de terreur. La tactique de la terre brûlée est un aveu d'échec de la stratégie initiale. La prise immédiate du pouvoir politique à Kiev n'a pas eu lieu, et le Kremlin n'avait pas de plan B.

Bombarder le sol ukrainien pour anéantir et tuer revient à reconnaître l'impossibilité de conquérir un État performant et une société soudée. Dès la deuxième semaine de guerre, la déroute militaire russe aux abords de Kiev a renversé le rapport de force. L'Ukraine a rapidement acquis la maîtrise du calendrier et de l'information sur la conduite des combats. Puis, avec la fourniture progressive d'armes et de matériels par les partenaires occidentaux,

INTRODUCTION

l'armée ukrainienne a pu contenir l'agresseur et reprendre des territoires.

Cette guerre s'inscrit-elle dans une trajectoire historique, que rien n'aurait pu faire dévier depuis des décennies ? A-t-elle été annoncée par les guerres contre l'Afghanistan en 1979, contre la Tchétchénie dans les années 1990 et 2000, contre la Géorgie en 2008 ? Des facteurs extérieurs ont-ils contribué à la propension guerrière du Kremlin ? Est-ce d'abord et avant tout la déraison d'un chef paranoïaque qui explique la fuite en avant ? Il est important d'étudier la *nature* de cette guerre d'agression et de proposer les termes adéquats pour la définir. On se presse pour la qualifier d'impérialiste, colonialiste, expansionniste. Si le discours agressif du Kremlin sonne le clairon de la conquête – « je reprends ce qui m'appartient ! » –, la conduite de l'action militaire indique une autre direction, celle de la rage destructrice et de l'anéantissement. Rayer l'Ukraine de la carte ne signifie pas vouloir la « reprendre » pour l'intégrer à une Russie en quête d'agrandissement, ou à un « monde russe millénaire ». La succession d'interventions et d'actions subversives russes dans ses anciennes possessions dessine nettement une stratégie de *déstabilisation* et d'*empêchement* des pays visés, sans limite dans les moyens utilisés. La terreur des bombardements contre les populations civiles, une centrale nucléaire et d'autres infrastructures, a conduit plusieurs institutions internationales, notamment le Parlement européen, à déclarer la Russie « État sponsor du terrorisme » en mars 2003. Au lendemain des attentats terroristes et prises d'otages commis par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023, les dirigeants russes ont soutenu le Hamas.

LA GUERRE PERMANENTE

Cet ouvrage étudie les ressorts, les calculs et les passions qui guident l'action de Poutine et ses hommes. Il pose la question des causes, lointaines et immédiates, de l'engrenage des guerres. Il souligne les erreurs tactiques et stratégiques du Kremlin, en contrepoint de jugements hâtifs sur les « victoires » de Vladimir Poutine contre ses voisins et contre l'Occident. Ce livre n'entre pas dans la narration des conflits, le récit des batailles, ou l'étude des tactiques militaires. Ce n'est ni l'objet de ce travail ni le format de cet ouvrage. En revanche, des références et éléments de bibliographie permettront aux lecteurs de poursuivre l'étude de chaque guerre menée par le Kremlin.

Le premier chapitre s'interroge sur la préférence pour le conflit, et le refus de la paix. Le deuxième rappelle l'héritage soviétique et analyse la montée des périls dans les années 1990. Le troisième chapitre explique pourquoi la seconde guerre en Tchétchénie était indispensable à l'installation au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999. Puis l'ouvrage suit le fil des conflits et des résistances à l'agresseur depuis 2003, et propose une critique de l'impasse militaire et politique russe en Ukraine. L'opposition des démocrates russes à la guerre, depuis 2014, est exposée. La conclusion propose une première analyse de la fracture irrémédiable du système Poutine, qui a fait la guerre pour démontrer sa puissance et garder le pouvoir en Russie, et qui survivrait pas à une défaite militaire en Ukraine.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

« *On ne badine pas avec la force.* »

Pierre Hassner¹

Pourquoi faire la guerre quand la paix est possible ? Pourquoi entretenir le culte du combat et de la mort quand le compromis permettrait la coexistence et la prospérité ? Pourquoi mettre en danger son pays, et son propre pouvoir, en l'absence d'une menace tangible ?

Il est tentant de repartir de la formule de Clausewitz : « La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens² », à condition de prolonger la proposition. Pour Vladimir Poutine, si l'agression de l'Ukraine est en effet la continuation de la politique, *la politique est le but de la guerre*, au sens où l'objectif premier de cette guerre est la satisfaction du désir existentiel du Chef : survivre en annihilant l'Autre, l'Ukrainien.

1. Pierre Hassner, « On ne badine pas avec la force », *Revue française de science politique*, vol. 21, n° 6, 1971, p. 1207-1233 (repris dans *La Terreur et l'Empire*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2003).

2. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Minuit, 1959 (première édition en allemand en 1832).

LA GUERRE PERMANENTE

L'IRRÉSISTIBLE TENTATION DU RECOURS À LA FORCE

La répression en Russie et la guerre en Ukraine sont les deux faces du système Poutine. Cette proposition s'appuie sur une étude critique des évolutions en Russie depuis 1999. Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir grâce à une guerre de terreur en Tchétchénie. Il a ensuite consolidé sa position dominante en menant une stratégie de confrontation permanente contre tous ceux qui lui tenaient tête, des Ukrainiens aux Géorgiens, des leaders de l'opposition russe aux journalistes et acteurs économiques indépendants. Et cette confrontation sur plusieurs fronts s'est accompagnée d'une rivalité exacerbée avec les pays occidentaux, assumée publiquement à la Conférence pour la sécurité à Munich en février 2007 : « Nous observons un mépris de plus en plus grand pour les principes fondamentaux du droit international. (...) L'élargissement de l'Otan n'a rien à voir avec la modernisation de l'Alliance ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est une provocation qui sape la confiance mutuelle, et nous pouvons légitimement nous demander contre qui cet élargissement est dirigé³. » Dans ce discours, le président russe ment. Il assure que les troupes russes ont quitté la Géorgie et qu'en Moldavie, seule une « force de maintien de la paix de 1 500 hommes » est maintenue.

Ainsi était exprimé clairement le refus par la Russie de respecter la souveraineté des anciennes républiques soviétiques. Poutine s'opposait au libre choix de la Géorgie et de l'Ukraine en termes de politique de défense, et donc

3. Discours de Vladimir Poutine à Munich, 10 février 2007 : <https://urlz.fr/ohRv>.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

d'alliance. Les deux pays avaient déjà engagé des pourparlers pour une éventuelle adhésion à l'OTAN. Au sommet d'avril 2008, l'Alliance atlantique a reculé et repoussé l'enclenchement d'une procédure d'accession pour la Géorgie et l'Ukraine. Quatre mois plus tard, l'armée russe attaquait la Géorgie et reconnaissait l'indépendance de deux territoires, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, depuis lors sous perfusion financière, énergétique et militaire de Moscou⁴.

En un sens, la décision du 24 février 2022 de lancer l'armée russe à l'assaut de Kiev résulte d'une longue maturation, conflit après conflit, jusqu'à la mise à feu de toute l'Ukraine. Dans un autre sens, cette décision fatale est une lubie, le caprice d'un dictateur que rien ni personne ne peut empêcher. Ainsi, deux phénomènes se conjuguent : la propension d'un régime non démocratique à recourir à la violence extrême, et le désir irrépressible d'annihiler l'Ennemi, peut-être par crainte de sa propre disparition.

Après deux décennies de pouvoir absolu, le maître du Kremlin a construit un Ennemi protéiforme et gigantesque. La forteresse Poutine serait assiégée par plus de quarante pays, de Tbilissi à Kiev, de Londres à Washington et Sydney. L'inversion des rôles est sidérante. Selon le Kremlin, c'est l'Ukraine qui aurait attaqué la Russie en 2022 ; les « nazis ukrainiens » commettraient des exactions épouvantables, tueraient des enfants et bombarderaient des maternités. Les militaires russes n'auraient rien à se reprocher puisqu'ils défendent leur patrie et « les Russes » contre « l'Occident satanique » qui veut dominer l'Ukraine et la Russie. Le mensonge, arme de

4. Cf. chapitre 5.

LA GUERRE PERMANENTE

guerre, se retournera contre la Kremlin, nous le verrons tout au long de cet ouvrage.

Le plus souvent, la guerre est décidée par des hommes et non par des institutions. Il convient donc de définir les intérêts de ces hommes, leurs ambitions, leurs haines et leurs peurs, tout autant que le discours idéologique qu'ils déclament. Ces hommes ont une éducation très moyenne, une connaissance limitée des réalités en Russie et à l'étranger. Ils ne rendent compte à aucune institution publique et ne rencontrent pas de limite à leurs actions. Leur sort dépend de l'organisation interne du système de pouvoir et de leur relation personnelle à Vladimir Poutine. Le chef des milices Wagner, Evgueni Prigojine, bien qu'ayant fait dix ans de prison à l'époque soviétique pour attaques à main armée, était un proche de Poutine et lui était redevable. Ces hommes sans conscience vivent entre eux, se disputent entre eux, et sont hostiles à tous les autres. Ils adhèrent à un discours xénophobe, revan-chiste, passionnel et guerrier⁵.

Dans l'étude des conflits, ce ne sont pas tant les actions militaires que les croyances qui les portent, de conflit en conflit, auxquelles il faut apporter la plus grande attention. Ces convictions résultent souvent de guerres antérieures, même si celles-ci se sont soldées par une défaite. Dans l'historiographie officielle, la guerre est victorieuse ou elle n'est pas. Tout conflit perdu par Moscou disparaît de l'histoire russe. Or, la Russie a subi de lourdes défaites. Elle a perdu la guerre de Crimée contre l'Angleterre, la

5. Catherine Belton, *Putin's People. How the KGB Took Back Russia and Then Took On the West*, Londres, William Collins, 2020 ; Masha Gessen, *Poutine, l'homme sans visage*, Paris, Fayard, nouvelle édition 2022.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

France et l'Empire ottoman en 1856, la guerre qu'elle avait lancée contre le Japon en 1904 et perdue en 1905, la Première Guerre mondiale où les Bolcheviks déclarent forfait avec le traité de Brest-Litovsk, et la guerre en Afghanistan, que l'armée soviétique doit quitter au bout de huit années de combats meurtriers.

La Russie post-soviétique connaît sa première défaite militaire en Tchétchénie en 1996. Ce retrait de l'armée russe, négocié par le général Aleksandr Lebed et le président tchétchène Djokar Doudaïev, figure aujourd'hui dans l'historiographie poutinienne comme un cessez-le-feu accordé par Moscou alors que, dans les faits, l'armée russe était en totale déroute.

Il reste un seul événement monumental qui occupe tout le champ de la victoire militaire, c'est la « Grande Guerre patriotique » de juin 1941 à mai 1945, que le régime s'est totalement approprié pour en faire le socle du nationalisme xénophobe qui irrigue le discours poutinien. La réécriture de la victoire soviétique contre les nazis a gommé l'impréparation des armées, les batailles perdues, les crimes staliniens (déportations, massacres, purges), ainsi que le rôle des Alliés aux côtés de l'URSS à partir de 1942. La victoire patriotique doit être russe, parfaite et unique. Aucun autre conflit ne doit se hisser au même niveau doctrinal et historique. Selon le récit totalement mensonger des nouveaux manuels d'histoire, la Russie ne se serait engagée dans aucune autre « guerre » depuis la fin des années 1940, seulement des « interventions » à la demande d'un État, des « opérations spéciales », ou encore des « forces de maintien de la paix ».

LA GUERRE PERMANENTE

LA GUERRE SERA COURTE

L'un des éléments clés de la décision d'ouvrir le feu est de savoir si la guerre engagée sera courte ou longue. Un conflit long est rarement annoncé, car il impliquerait une mobilisation massive des hommes, une économie de guerre, et une grande imprévisibilité. Dans un monde d'information immédiate et globale, il apparaît impossible de cacher toute la réalité à sa population, même en bloquant l'Internet et en enfermant journalistes et opposants. L'agression d'un État voisin pacifique est nécessairement fondée sur des mensonges et des illusions.

Dans le cas de l'URSS avec la guerre d'Afghanistan, et dans le cas de la Fédération de Russie à partir des guerres de Tchétchénie, la volonté était de conduire une intervention courte. Cependant, ces conflits ont duré des années, avec pour résultat le bombardement des villes, le massacre de civils, la destruction de la trame sociale et économique du pays, la corruption, la violence quotidienne et l'absence de gouvernement juste et responsable. La population restera privée de paix⁶.

En ce qui concerne l'Afghanistan, l'intervention armée avait été annoncée comme courte et légitime, car motivée

6. La guerre en Afghanistan a duré de décembre 1979 à 1988-1989, date du départ définitif des troupes soviétiques, décidé par Gorbatchev dès 1986. Les guerres de Tchétchénie ont eu lieu de décembre 1994 à août 1996, puis de septembre 1999 à 2004. Dans son remarquable ouvrage *Les Cercueils de zinc* (Arles, Aces Sud, 2021), l'écrivaine biélorusse Svetlana Alexievitch décrit le sort des dizaines de milliers de conscrits soviétiques morts en Afghanistan au début des années 1980. En 2015, l'œuvre d'Alexievitch a été récompensée par le prix Nobel de littérature.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

par la demande des autorités afghanes. Elle a été longue et s'est soldée par la défaite militaire de l'URSS et des « forces du Pacte de Varsovie⁷ ».

Après le retrait complet des troupes soviétiques d'Afghanistan début 1989, Mikhaïl Gorbatchev s'est félicité d'avoir mis fin au conflit mais n'a pas présenté d'excuses aux Afghans. Il importe de relever cette position ambiguë, fort différente de celle qu'il avait adoptée quelques mois plus tard au sujet du massacre des officiers polonais à Katyn en 1941⁸. Il avait alors présenté les excuses de l'État soviétique à la Pologne pour le crime commis par le NKVD (les services spéciaux), et non par les Nazis comme le prétendait la propagande soviétique. Il est possible que Gorbatchev ait craint l'hostilité de l'armée et du renseignement militaire, dont certains officiers avaient combattu en Afghanistan, et qui avaient des moyens de représailles contre le Secrétaire général du Parti communiste, ce qu'ils ont démontré le 19 août 1991 en tentant de prendre le pouvoir par un coup d'État⁹.

En 2004, Poutine n'annonce pas la victoire sur les Tchétchènes mais la « normalisation » de la république

7. Céline Marangé, « La guerre d'Afghanistan, tombeau de l'Union soviétique », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2021/1, n° 281, p. 97-110. Voir aussi l'article de l'historien Orne Westad, « Afghanistan : Perspectives on the Soviet War », *Bulletin of Peace Proposals*, vol. 20, n° 3, 1989, p. 281-293.

8. Nicolas Werth, *Poutine, historien en chef*, Paris, Gallimard, coll. « Tracts », 2022, p. 41. Conversation de l'auteure avec Zbigniew Brzezinski à Washington, en décembre 2006. L'ancien conseiller à la sécurité de Jimmy Carter avait visité le site de Katyn en octobre 1989 et obtenu de Mikhaïl Gorbatchev qu'il dise la vérité sur l'assassinat des officiers polonais par le NKVD.

9. Sur le putsch d'août 1991, cf. M. Mendras, *Russie. L'envers du pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 94.

nord-caucasienne sous la dictature d'un Tchétchène brutal et corrompu, Ramzan Kadyrov. Il impose son récit du conflit : une guerre interne à la Russie, contre le terrorisme, qui a nécessité la mise en action de l'armée russe jusqu'à la « normalisation », en réalité assurée par des milices et groupes armés sans foi ni loi. De fait, la violence au nom de l'État tchétchène et de l'Islam continue de sévir. La guerre est-elle terminée quand l'agresseur a imposé un système de pouvoir inique ? La charia s'applique dans le fief Kadyrov, qui reste une république de la Fédération de Russie, en principe soumise à la constitution fédérale. Les Tchétchènes n'ont jamais retrouvé leurs droits de citoyens. Ils vivent sous l'oppression du régime Kadyrov, financé par des réseaux criminels russes et protégé par Moscou¹⁰. La Russie n'assume aucune responsabilité pour cette tragédie. Par contraste, fin décembre 1999, en annonçant sa démission, le président Boris Eltsine avait exprimé ses regrets d'avoir lancé son armée contre la république de Tchétchénie¹¹.

Vladimir Poutine refusera toujours d'admettre sa responsabilité personnelle et la culpabilité de l'État dans la seconde guerre en Tchétchénie ainsi que d'autres conflits armés commodément étiquetés « opération militaire spéciale » ou « opération antiterroriste ». Toute la différence entre la présidence Eltsine et la présidence Poutine tient

10. En 2012, Ramzan Kadyrov a fait voter la charia comme base du droit dans la république, qui reste un sujet de la Fédération de Russie (cf. chapitre 2). Il a aussi envoyé de nombreux mercenaires et miliciens de Tchétchénie combattre aux côtés des Russes en Syrie et en Ukraine.

11. Adresse télévisée du président Eltsine à la population, 31 décembre 1999.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

à la volonté du second de ne jamais reconnaître la responsabilité d'une défaite.

« CECI N'EST PAS UNE GUERRE. »

En 2022, Le Kremlin interdit de parler de « guerre », car si la guerre n'est pas déclarée, elle ne peut être perdue. Pas de guerre, pas de défaite. Une simple « opération spéciale » ne nécessite aucun vote au Parlement et n'est pas du ressort du Conseil des ministres. Seul le chef d'État et son Conseil de sécurité (organe non prévu dans la Constitution) sont concernés. Poutine et ses services ne cherchent pas l'honneur ou la flamboyance de leur combat ; ils veulent détruire l'adversaire. Ils ne s'embarrassent d'aucune notion de guerre juste ou injuste, il s'agit de gagner, par tous les moyens. S'ils avaient écrasé l'Ukraine en quelques semaines, ils auraient revendiqué une victoire héroïque dans une guerre juste contre un pays nazi. Ils auraient effacé le terme « opération militaire spéciale ».

La stratégie poutinienne suit la méthode de la transgression du droit et des conventions internationales, sans aucun respect pour le droit de la guerre ou le droit humanitaire. La transgression permet notamment de prétendre traiter les conflits à la périphérie de la Fédération de Russie comme des « affaires intérieures ». Il faut présenter les Ukrainiens comme « russes » et imposer le terme « opération militaire spéciale » à l'invasion de l'Ukraine (notons qu'au ministère des Affaires étrangères, il existe un département spécial pour les relations avec « l'étranger proche », les États membres de la

LA GUERRE PERMANENTE

CEI¹²). Ceci permet de considérer que l'attaque a lieu dans le « domaine » de la Russie, et non à l'étranger. La logique infernale est enclenchée : Moscou riposte à une menace contre ses intérêts vitaux, menace venant de l'intérieur et de l'extérieur puisque les « nazis ukrainiens » sont au service des États-Unis et de l'OTAN.

Le terme générique « opération spéciale » a son importance dans la logique fermée du système Poutine : l'action russe est légitime et morale, car elle est indispensable pour sauver « la patrie » contre les actions des ennemis qui visent à l'annihilation du régime au pouvoir. Le 21 septembre 2022, quand la mobilisation dite « partielle » est décrétée, Poutine insiste sur le terme « opération militaire spéciale » et interdit toujours de parler de guerre. Or, plus de 200 000 hommes mobilisés ont été envoyés de force en Ukraine, en violation de la réglementation et de la législation russes. Les parlementaires n'ont jamais été saisis du problème, puisqu'ils n'ont pas été appelés à se prononcer sur une « déclaration de guerre ».

C'est cette méthode du récit inversé qui guide le comportement du Kremlin le long du chemin de crête vertigineux de la guerre d'agression, en totale opposition à la guerre juste et en violation du droit humanitaire.

12. Les relations avec les pays de la Communauté des États indépendants (CEI) et avec les Russes de l'étranger sont gérées formellement par l'Agence fédérale pour les échanges et la coopération. Cette agence est autonome dans le système du ministère des Affaires étrangères, qui n'a pas vocation à administrer les relations avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Bélarus, l'Arménie et l'Azerbaïdjan (les sept pays qui à ce jour sont restés avec la Russie membres de la CEI, fondée en décembre 1991). En réalité, toutes les questions importantes sont traitées au sein de l'administration présidentielle et des services de renseignement.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

À l'époque romaine, Cicéron avait réfléchi à la notion de guerre juste, c'est-à-dire aux conditions qui confèrent nécessité, moralité et légitimité au combat contre un autre peuple et/ou État¹³. Au ^{xiii}^e siècle, saint Thomas d'Aquin avait précisé les conditions : « Pour qu'une guerre soit juste, elle doit être déclarée par une autorité publique compétente, la cause doit en être juste, et l'intention de celui qui la mène doit être droite¹⁴. »

Cette définition se révèle aujourd'hui toujours aussi pertinente sur le plan de la morale, mais inaudible par ceux qui ont conduit, et conduisent, des guerres injustes, sans foi ni loi. La guerre juste, *jus ad bellum*, respecte les principes qui dictent les conditions nécessaires à l'utilisation de la force militaire : une cause juste, conduite par une autorité légitime, guidée par de bonnes intentions, et qui doit être proportionnelle au but. Ce doit être une décision de dernier recours, et avoir une chance raisonnable de succès. Elle doit permettre une paix durable.

Il est évident qu'aucune de ces conditions n'était remplie en février 2022. Premièrement, en termes de légalité et de légitimité personnelle, le pouvoir poutinien s'appuie sur le résultat d'élections manipulées, après avoir écarté les opposants. Deuxièmement, avant d'attaquer l'Ukraine, il existait des étapes possibles pour éviter la guerre, des négociations à mener, des médiateurs à écouter, des concessions à faire de part et d'autre. Vladimir

13. Gilles Andréani, Pierre Hassner, dir., *Justifier la guerre ?*, Presses de Sciences Po, 2005 ; Daniel Brunstetter, Jean-Vincent Holeindre, « The Just War in Political Theory », *Raisons politiques*, 2012/1, n° 45, p. 5-18.

14. Cité in *id.* Voir aussi l'analyse des écrits de Grotius par Peter Hagenmacher, *Grotius et la doctrine de la guerre juste*, Genève, Graduate Institute Publications, 1983.

LA GUERRE PERMANENTE

Poutine a dit et répété à Joe Biden, Emmanuel Macron, Olaf Scholz, et d'autres dirigeants qu'il « ne ferait pas la guerre ». Or, il la préparait, et il l'a faite.

Le président russe avait déjà lancé la guerre au printemps 2014 mais avait nié y participer. Il avait ordonné une intervention armée en Ukraine sans l'assumer. Les combattants envoyés en Crimée et au Donbass ne portaient pas d'insigne, c'étaient les « petits hommes verts » bien équipés en armements, dont notamment les missiles Bouk, dont un détruira le 17 juillet 2014 le Boeing de Malaysian Airlines qui rejoignait Amsterdam à Kuala Lumpur, partant de l'Est du Donbass, causant la mort de 298 personnes. Nous reviendrons sur ces événements dans les chapitres consacrés à l'annexion de la Crimée et à l'intervention armée au Donbass au printemps 2014.

Poutine prétend ordonner une « opération militaire spéciale » en légitime défense : l'Ukraine aurait « agressé » la Russie en exprimant l'intention de s'émanciper de Moscou et de rejoindre l'OTAN. Il se voyait donc obligé de lancer l'assaut en février 2022 pour ramener la paix... en Russie. L'accusation en miroir dévoile les intentions de l'agresseur. Remplacez *Ukraine* par *Russie* et vous aurez l'exposé des véritables politiques du Kremlin.

À une menace *politique* – la démocratisation de l'Ukraine –, la dictature russe a répondu par l'agression *militaire*. Vladimir Poutine a clairement démontré sa préférence pour le conflit permanent. La négociation et le compromis ne l'intéressent pas. Il ne veut pas la paix avec l'adversaire, mais sa disparition. Il tourne le dos à la réalité, puisque « ce n'est pas une guerre » et que « la Russie est la victime de l'agression ». Il construit de toutes pièces un récit qui lui est indispensable, à la fois dans sa logique paranoïaque (« ceux qui disent que j'ai tort sont

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

mes ennemis ») et pour ne pas démentir le mensonge et l'illogisme du discours officiel. Il ne peut plus dévier de son récit, qu'il voit comme le socle de sa rationalité stratégique et de son autorité.

Toujours dans cette inversion des réalités, Poutine maintient que l'Ukraine n'a pas de gouvernement légal, car c'est un « coup d'État » qui aurait poussé le président Ianoukovitch à fuir Kiev en février 2014, et installé des imposteurs¹⁵. La vérité est que le président Porochenko a été élu librement et honnêtement en mai 2014, tout comme la Rada, l'Assemblée parlementaire, quelques mois plus tard¹⁶. Cinq ans plus tard, de nouvelles élections ont assuré l'alternance. Volodymyr Zelensky a été élu président, et la Rada a été renouvelée.

Le mensonge est d'abord un instrument de contrôle et d'endoctrinement. Puis il devient une arme dans la lutte contre les ennemis, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'arme est à double tranchant car la désinformation nourrit aussi l'auto-intoxication des dirigeants, qui s'enferment dans leur « vérité ». De plus, l'opacité du pouvoir sur les buts de guerre, et sur la stratégie militaire pour atteindre ces objectifs, a un impact négatif sur les soldats et les commandants militaires, qui ne voient pas d'issue aux combats. Prisonnier de son mensonge totalisant, Vladimir Poutine a perdu la capacité de réfléchir, d'ajuster sa politique, et de négocier avec l'adversaire.

En février 2022, fidèle à son habitude depuis 1999, il refuse de déclarer la guerre. Et pourtant, il en a suggéré l'imminence à plusieurs reprises. Du printemps 2021 à l'hiver 2022, les menaces s'intensifient : un contingent

15. Nicolas Werth, *Poutine, historien en chef*, *op. cit.*

16. Cf. chapitre 8.

LA GUERRE PERMANENTE

de 100 000 hommes est massé à la frontière orientale de l'Ukraine en avril 2021, « pour des exercices » ; Vladimir Poutine échange régulièrement avec les dirigeants occidentaux mais fait la sourde oreille aux propositions de médiation, et assure que « la Russie n'attaquera pas l'Ukraine » ; les renseignements américains ont connaissance depuis l'automne 2021 de préparatifs pour envahir l'Ukraine ; les ultimatums russes tombent en décembre¹⁷. La menace paraissait appartenir à une tactique dissuasive, que la plupart des gouvernements étrangers ont prise pour de l'intimidation. Il reste à ce jour un écran de fumée sur le chemin qui mène à la décision poutinienne d'intervenir. Le 21 février 2022 au soir, Poutine a réuni les membres de son Conseil de sécurité pour leur exprimer son impatience à agir mais n'a pas souhaité connaître leur avis. Les dés étaient jetés¹⁸.

L'État russe revendique la légitime défense pour justifier une « opération préemptive ». Il doit fabriquer des « preuves », vidéos, photographies, témoignages, documents officiels, sur les prétendues atrocités commises par les « nazis ukrainiens », et sur le « succès » de l'offensive russe. Pourtant, dès l'automne 2022, plusieurs chefs russes enfreignent la règle et affirment que la Russie est en guerre et fait face à de grandes difficultés sur le champ de bataille. Plus explicite encore, Evgueni Prigojine accuse l'armée russe de « perdre la guerre » en empêchant ses troupes de mercenaires Wagner de remporter des victoires.¹⁹

17. Cf. chapitre 11.

18. Réunion en urgence du Conseil de sécurité au Kremlin, 21 février 2022 : <https://vu.fr/pbEP>.

19. Cf. chapitre 12.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

LE BROUILLAGE ENTRE LA GUERRE ET LA PAIX

Les régimes autoritaires imposent leur récit de l'histoire nationale et mondiale, prétendent posséder le droit de dicter la vérité et la morale, et utilisent tous les moyens possibles pour en faire une doctrine agressive : mensonge historique, propagande, cyberattaques, subversion permanente dans la vie intérieure des pays rivaux. Il n'existe plus de bien ni de mal ; les concepts de justice universelle, de droits humains sont foulés aux pieds. Ni la Chine, ni la Russie, ni l'Iran ne se considèrent comme liés par la Charte des Nations unies ou la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.

Pour Raymond Aron, la cause profonde de la guerre est « l'intention hostile » qui exacerbe les antagonismes jusqu'à l'extrême, et donne un caractère illimité à la violence²⁰. Aron souligne ainsi la fragilité du droit international et du droit national quand les dirigeants d'un État cèdent à la tentation de l'affrontement armé contre un autre État.

La rupture avec les engagements juridiques constitue l'annonce la plus claire d'une préférence pour la guerre, car l'agresseur se libère ainsi des liens qui l'empêchent. Ce fut la tactique de Vladimir Poutine après l'annexion de la Crimée. Le 2 avril 2014, il signa une loi dénonçant les accords signés avec Kiev concernant la présence de la flotte russe en mer Noire, sur le territoire de l'Ukraine. Plusieurs dizaines d'accords, traités et communiqués bilatéraux furent dénoncés par la suite, démontant la riche

20. Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, chapitre 1, « Gagner ou ne pas perdre ».

LA GUERRE PERMANENTE

architecture juridique qui avait permis de bonnes relations dans tous les domaines, de la sécurité au commerce et au tourisme²¹.

Dans ses travaux sur la guerre et la paix, Pierre Hassner insiste sur la notion de *violence*, notion la plus appropriée pour analyser un conflit entre deux États, deux communautés. La violence est une action brutale visant à contraindre autrui. La guerre est un acte de violence extrême, destiné à soumettre un adversaire : État, nation, communauté humaine. La violence sans limite est un moyen et une fin, car elle finit par installer un état de conflit permanent et interdit l'état de paix. « Cette perspective, Clausewitz l'avait pressentie, en imaginant une guerre où une violence extrême, déconnectée de toute rationalité politique, serait devenue à elle-même sa propre fin²². » La complexité des conflits et des situations d'insécurité a conduit Pierre Hassner à analyser avec inquiétude le « brouillage entre la guerre et la paix », qui s'est accentué depuis la fin de la Guerre froide²³. En effet, la notion de sécurité tout comme la nature de la puissance étatique ont radicalement changé avec la fin de l'« équilibre de la terreur » entre le bloc soviétique et le bloc occidental²⁴. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine avaient compris, ainsi que toute une élite et une intelligentsia portées vers l'ouverture de la Russie et la démocratisation, que la puissance était le produit de la bonne gouvernance

21. Alexey Uvarov, « Ukraine and Russia. Relations symbolically dismantled », *Riddle*, 5 octobre 2023 : <https://vu.fr/IDpYw>.

22. Pierre Hassner, Gilles Andréani, *op. cit.*, p. 23.

23. Pierre Hassner, « On ne badine pas avec la force », *art. cit.*

24. Pierre Buhler, *La Puissance au XXI^e siècle. Les nouvelles définitions du monde*, Paris, Presses du CNRS, 3^e édition, 2023.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

et de la bonne entente avec les voisins, toutes deux les meilleures garanties de sécurité.

Dans sa politique étrangère, Vladimir Poutine a d'abord fait usage d'un *soft power* à la russe, porté notamment par la domination énergétique, pour remettre la Russie sur l'échiquier mondial. Puis il s'est lancé dans les « guerres du gaz et du pétrole ». Il a ordonné la première coupure dans l'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel fin décembre 2004, pour punir les Ukrainiens, en pleine révolution Orange, et décourager les pays européens très dépendants des hydrocarbures russes de soutenir Kiev. D'autres guerres du gaz suivront en 2005 et 2009.

À partir de l'agression de la Géorgie en 2008, Poutine n'a plus respecté aucune « ligne rouge ». Il a lancé des guerres et est entré en confrontation avec l'ensemble des pays occidentaux. Il n'hésitera pas non plus à utiliser les crises migratoires comme arme contre les Européens, notamment en 2015 quand l'armée russe s'engage directement dans la guerre de Bachar el-Assad contre les civils syriens. Il prétend alors promouvoir la paix et assurer, avec l'Iran et la Turquie, une médiation réussie. Mais au bout de plus de dix années de soutien constant au dictateur, le pouvoir russe est responsable de destructions et de massacres de populations civiles. Il a empêché le retour à une paix juste²⁵.

LA PAIX INJUSTE

Dans nos sociétés européennes, la notion de guerre ne peut être dissociée de celle de paix ; la paix qui permet

25. Cf. chapitre 9.

de préparer la guerre, « *qui vis pacem para bellum* », mais aussi la paix comme objectif à atteindre pour imposer sa volonté. Or, c'est précisément ce retour à l'état de paix qui manque dans la politique guerrière du Kremlin. Pour Poutine, il n'y aura pas d'après-guerre en Ukraine. Il ne veut pas, et ne pourrait pas, gouverner une population martyrisée dans un pays dont il a ordonné la destruction. Poutine n'a plus qu'une tactique possible : continuer une guerre d'usure, le plus longtemps possible, car son pouvoir personnel est désormais irrémédiablement lié à la guerre.

Le régime russe veut la guerre pour la guerre, pour éviter la paix et les contraintes qui l'accompagnent : la négociation, la transparence, les engagements, la voix de l'opinion publique, l'obligation de gouverner correctement pour rester au pouvoir. La paix est dangereuse pour un régime dictatorial. La guerre ne devra pas être formellement conclue, par une défaite ou une victoire.

Tel est l'engrenage dans lequel s'enferme le pouvoir russe, bloquant toute négociation et conduisant au dialogue de sourds entre Poutine et ses homologues européens. Ces derniers voulaient à tout prix parler d'homme à homme, raisonner, convaincre, trouver un compromis. Le chef russe n'écoutait aucun argument. Il cherchait simplement à tromper et épuiser l'adversaire. Il sortait de ces longs « monologues à deux » avec la satisfaction de l'athlète qui a mis au tapis son concurrent²⁶.

Dans le cas russe, la notion de « paix injuste » paraît plus pertinente que celle de guerre injuste. Car c'est bien une *pax russica* que Poutine s'acharne à imposer depuis

26. Notes de l'auteure, invitée du Club Valdaï en septembre 2004, 2005 et 2006.

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

1999 en Tchétchénie, en 2008 en Géorgie, depuis 2014 en Ukraine, et en Syrie. Il veut consolider une domination directe ou indirecte, qu'il appelle la paix même si cet état d'insécurité et de dépendance est insupportable pour les populations et leurs gouvernements. Tant que l'ingérence dans des États souverains ne soulevait pas de résistance majeure, ni au sein de la population victime ni dans la communauté internationale, le Kremlin se contentait de maintenir ce niveau élevé de contrôle. Il lui fallait « empêcher » les Géorgiens et les Ukrainiens, plutôt que les soumettre, car soumettre un État et une nation est une entreprise beaucoup plus coûteuse et risquée.

La politique poutinienne consistait alors à figer l'Ukraine, ainsi que la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie, dans un statut de pays tampon, dépendant de la Russie, avec une souveraineté limitée et des frontières contestables²⁷. Jusqu'à l'annexion de la Crimée et l'occupation de l'Est du Donbass en 2014, la méthode fonctionnait plutôt bien. Elle consistait à fabriquer des conflits puis à prétendre intervenir pour les arrêter.

LES CONFLITS QUI MIJOTENT

Par définition, les conflits dits « gelés » ne sont pas résolus, et n'ont pas vocation à l'être. Cette situation a été imposée par Moscou dès les années 1990 en Moldavie avec un protectorat de fait sur la république séparatiste de Transnistrie, et en Géorgie en soutenant les séparatistes

27. Alexandra Goujon, *Ukraine : de l'indépendance à la guerre*, Paris, Le Cavalier bleu, nouvelle édition 2023, p. 127-133.

ossètes et abkhazes²⁸. À partir de l'installation de Poutine au Kremlin en 2000, l'atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté des États devient systématique, notamment contre la Géorgie et l'Ukraine. Ces différents conflits ne sont pas « gelés », au contraire, ils continuent à mijoter à petit feu ; on les appelle aussi conflits « à basse intensité » dans le vocabulaire des études de sécurité. Ce sont les *territoires* qui sont gelés, confisqués, et leurs populations coupées de la communauté internationale et du droit.

En affaiblissant la souveraineté des États post-soviétiques, le pouvoir russe cherche à maintenir la « sphère des intérêts privilégiés », sphère héritée de l'époque tsariste et de la reconquête bolchevique dans les années 1920. Mais il finit par obtenir le résultat inverse. À trop vouloir dominer et contrôler, il dénature les liens noués au cours des décennies entre les différents pays qui composaient l'Union soviétique. Il a voulu la domination, il a perdu l'influence. Il a également fragilisé les frontières de la Russie en les rendant de plus en plus poreuses et exposées. La guerre de Géorgie en 2008 et la guerre d'Ukraine depuis 2014 ont installé le flou dans le statut des frontières/lignes de front et celui des territoires occupés et/ou annexés. Vladimir Poutine ne respecte pas les traités internationaux signés par ses prédécesseurs au Kremlin, notamment l'accord signé en 1997 par Boris Eltsine et Leonid Koutchma sur le respect des frontières des deux pays.

Poutine ne veut ni l'entente ni la paix. Une paix juste et négociée doit être impossible. La confrontation permanente avec l'Occident est son choix. Tous ceux qui,

28. En Moldavie, la république séparatiste de Transnistrie à majorité russophone a été autoproclamée en 1992 (*cf.* chapitre 2).

LA PRÉFÉRENCE POUR LE CONFLIT

en Russie et à l'étranger, s'évertuent à le convaincre d'accepter un compromis pour sauvegarder la paix se trompent sur la personnalité de l'homme et la nature de son pouvoir. Ils ont trop longtemps entretenu une vision historique de la « Grande Russie », contrepoids à l'Amérique, et attribué à Vladimir Poutine un profil de « modernisateur autoritaire ». Le récit romantique, commodément véhiculé par la propagande russe, était utile pour justifier les contrats industriels et pour abandonner l'Ukraine, la Biélorus, la Moldavie, la Géorgie et l'Arménie à leur condition d'États-tampons entre la Russie et nous. Depuis l'intervention armée en Ukraine en 2014, la confrontation Russie-Occident a pris des formes graves et durables : sanctions, réduction drastique du commerce et des investissements étrangers en Russie, suspension des négociations sur le désarmement nucléaire, condamnations de la Russie par la Cour européenne des Droits de l'homme, exil de millions de Russes vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Les services secrets russes et leurs trolls ont accentué leur ingérence dans la vie politique des États européens et des États-Unis, ce qui aurait dû alerter les plus indulgents envers Poutine de la dangerosité de l'homme. À partir de l'élection de Volodymyr Zelensky à la présidence de l'Ukraine en avril 2019, le Kremlin est devenu de plus en plus menaçant. Le processus de Minsk, que Moscou et Kiev avaient accepté de mauvais gré, est de fait mis à l'arrêt fin 2019²⁹.

En 2022, foncer tête baissée dans la guerre était un pari insensé. Mais Vladimir Poutine ne pouvait pas concevoir la possibilité d'une défaite. Formé pour devenir un espion

29. Sur les accords de Minsk, *cf.* chapitre 8.

LA GUERRE PERMANENTE

du KGB, il n'a pas appris l'histoire russe et européenne mais un récit formaté de la défaite tsariste et de l'épopée soviétique. Or, la Russie a plusieurs fois été défaite par les empires rivaux entre 1829 et 1917, et l'URSS a perdu la guerre d'Afghanistan. L'héritage tsariste et soviétique est rappelé au chapitre suivant.

VIII

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

« [L]a Pologne étoit dans les fers du Russe, mais les Polonois sont restés libres. Grand exemple qui vous montre comment vous pouvez braver la puissance & l'ambition de vos voisins. Vous ne sauriez empêcher qu'ils ne vous engloutissent ; faites au moins qu'ils ne puissent vous digérer. »

Jean-Jacques Rousseau, 1772¹

Après l'annexion militaire de la Crimée, opération simple et rapide, pourquoi Vladimir Poutine a-t-il engagé militaires et mercenaires russes dans une intervention brutale à l'est de l'Ukraine en avril-mai 2014 ? Et pourquoi prétend-il jusqu'à présent que ces hommes, bien équipés et lourdement armés, n'étaient pas des Russes ? Cette seconde attaque n'était, semble-t-il, pas planifiée,

1. Jean-Jacques Rousseau, « Considérations sur le gouvernement de Pologne, et sur sa réformation projetée », in *Collection complète des œuvres*, Genève, 1780-1789, vol. 1, édition en ligne www.rousseauonline.ch, version du 7 octobre 2012.

contrairement à la prise de la péninsule de Crimée, préparée depuis des années. En s'appuyant sur les services de renseignement, le commandement militaire, et les milices privées de son comparse Evgueni Prigojine, Poutine a lancé l'« opération spéciale Séparatistes ». Il a tenté le tout pour le tout : une attaque subversive de l'intérieur des régions ukrainiennes, par des « séparatistes pro- russes », sous prétexte que les populations russophones vivaient sous la terreur ukrainienne. Le même mensonge avait été utilisé en 2008 avec le prétendu « génocide » par l'armée géorgienne des Ossètes, devenus des citoyens de Russie grâce à la distribution illégale de passeports. Au Donbass, le mode opératoire était nouveau, puisque Moscou niait la présence de troupes et d'armements russes.

L'occupation d'un tiers des régions de Donetsk et Lougansk au printemps 2014 n'a pas donné les résultats escomptés. L'armée ukrainienne a résisté, la moitié de la population a quitté les zones occupées, et les premiers mois de combats ont fait plus de 9 000 morts et deux fois plus de blessés, principalement dans les rangs ukrainiens mais aussi parmi les combattants russes et prorusses².

Tous les pays occidentaux, sans exception, condamneront l'annexion de la Crimée et l'occupation du Donbass, et priront des sanctions ciblées contre des responsables politiques et des entreprises russes. La Russie fut exclue de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et du G8, qui redevint le Groupe des sept premières puissances mondiales. Le partenariat Russie-Union européenne fut suspendu, ainsi que le Conseil OTAN-Russie. Vladimir

2. Cf. l'analyse du Crisis Group : <https://urlz.fr/oi8x>.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

Poutine était devenu un paria, privé de sommets bilatéraux et d'invitation à des événements internationaux jusqu'en 2016³.

Le plus grave pour le Kremlin était la nouvelle configuration géopolitique du continent européen qu'il avait lui-même produite. En un printemps, l'Ukraine était devenue aux yeux du monde entier un grand pays européen doté d'un fort potentiel économique, un État stratégiquement placé entre la Russie, la Turquie, la mer Noire et l'Europe, et un pays potentiellement candidat à l'accession à l'Union européenne et à l'Alliance atlantique⁴. Ce basculement n'avait aucunement été anticipé par Moscou. Au contraire, le calcul était de faire de leur voisin ukrainien un État failli, une société divisée, une économie sous contrôle russe dont les Occidentaux se détourneraient.

Ainsi, une opération spéciale par des petits hommes verts, combattants russes sans insigne, allait entraîner la Russie dans un engrenage de conflits, de sanctions occidentales, et de confrontation irréversible avec plus de quarante États. À l'époque, en 2014, rares étaient les personnalités politiques russes, dans les milieux du pouvoir comme dans l'opposition, qui avaient pris toute la mesure de la crise sécuritaire et politique qui secouait l'Ukraine et l'Europe, ainsi que leur propre pays, la Fédération de Russie. Il leur a fallu du temps pour comprendre que le Donbass marquerait une étape fatale dans la perte de leur « sphère d'intérêts privilégiés », terme utilisé dans le

3. Marie Mendras, « The Rising Cost of Russia's Authoritarian Foreign Policy » in Margot Light, David Cadier (dir.), *Russia's Foreign Policy*, Londres, Palgrave Macmillan, 2015.

4. Voir la carte 3.

LA GUERRE PERMANENTE

discours officiel pour justifier des « droits historiques » sur les anciennes républiques soviétiques⁵.

En voulant déstabiliser un grand pays et une population de 45 millions d'habitants par la force armée, le Kremlin a bradé l'influence pour la domination. Il a montré le vrai visage d'un régime tyrannique et revanchiste et perdu la confiance des dirigeants occidentaux. Il a placé l'Ukraine au centre de la sécurité européenne et lui a donc donné une importance majeure dans la stratégie des États occidentaux.

APRÈS LA CRIMÉE, L'EST DE L'UKRAINE

Depuis la victoire de la révolution Orange de 2004, la revanche russe était prévisible, et pourtant les modalités de la riposte et la stratégie à moyen terme restaient imprévisibles. À chaque avancée du processus démocratique en Ukraine, les autorités russes attisaient les conflits dans les régions vulnérables. Après la victoire du mouvement populaire Euromaïdan et la chute du président Ianoukovitch en février 2014, Poutine a donné ses instructions pour l'opération spéciale Crimée, qu'il avait fait entériner par un pseudo-référendum organisé en quelques jours dans un territoire quadrillé par les militaires. L'annexion de la péninsule et de la ville portuaire de Sébastopol à la Fédération de Russie a immédiatement suivi.

La Russie aurait pu se contenter de saisir la Crimée tout en poursuivant la politique de déstabilisation menée depuis de longues années : emprise sur les provinces de

5. Cf. chapitre 2.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

l'Est de l'Ukraine, subversion des médias et des partis politiques, contrôle de secteurs entiers de l'économie ukrainienne. Pourquoi se lancer dans une intervention militaire au Donbass, alors que la Russie contrôlait déjà en partie les régions de Donetsk et Lougansk, peuplées majoritairement de russophones nourris de propagande russe, mais qui ne demandaient pas à rejoindre la Fédération de Russie ?

Une première réponse se trouve dans l'autodésinformation et les erreurs de jugement du pouvoir russe. Le Kremlin et l'état-major avaient mal évalué la réaction occidentale et la détermination politique des Ukrainiens à aller jusqu'au bout de leur combat pour garantir leur souveraineté pleine et entière, l'État de droit, le rapprochement avec l'Europe, des objectifs qui exigeaient de faire barrage à l'ingérence russe.

Comme il a été expliqué au chapitre précédent, les institutions ukrainiennes ont bien réagi aux revendications des citoyens, et ont accepté l'autorité politique du comité Maïdan de décembre 2013 à avril 2014. Le gouvernement de transition s'est retiré dès l'élection d'un nouveau président le 25 mai suivant. Le processus électoral s'est mis en place et a mobilisé partis, syndicats, mouvements et nouveaux comités citoyens au niveau local, partout dans le pays. La fuite de Viktor Ianoukovitch en Russie et la retraite de ses ministres et affidés ont libéré le champ politique pour un véritable renouveau démocratique, sans conflit, sans division entre les régions de l'Est, de l'Ouest, et du centre de l'Ukraine⁶.

6. Ioulia Shukan, *Génération Maïdan. Aux origines de la résistance ukrainienne*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2022 ; Alain Guillemoles, *Ukraine. Le réveil d'une nation*, Paris, Les Petits Matins, 2018.

LA GUERRE PERMANENTE

Face à la résistance ukrainienne, la frustration et la colère résonnaient fortement dans les médias russes et les discours vindicatifs de Vladimir Poutine. Cette frustration est probablement la raison principale qui a poussé le Kremlin à attaquer une région vulnérable, le Donbass, sans plan bien défini. Quand les dirigeants à Moscou ont compris que l'annexion de la Crimée n'avait pas suffi à soumettre les Ukrainiens, et que les Européens soutenaient la transformation politique, ils ont décidé d'activer une « rébellion populaire anti- Kiev » et d'armer des « séparatistes » détenteurs de passeports russes.

OPÉRATION SPÉCIALE SÉPARATISTES

Les opérations d'influence ont commencé discrètement en Ukraine, bien avant que des agents russes n'infiltrèrent les administrations régionales dans l'Est du pays. De nombreuses personnalités publiques ukrainiennes, ainsi que des responsables occidentaux, avaient alerté sur le pouvoir corrosif de « l'argent noir » russe sur la société, l'économie et les institutions ukrainiennes⁷. Notons aussi l'ingérence du patriarcat de Moscou et des oligarques qui lui sont associés, comme Vladimir Iakounine et Konstantin Malofeïev. Depuis la guerre de Géorgie, le patriarche Kirill, ancien officier du KGB, applaudit toutes les entreprises de Vladimir Poutine, les justifie idéologiquement,

7. Catherine Belton, *Putin's People*, *op. cit.*, p. 419 et s. Cf. aussi l'ouvrage qui rassemble des articles de journalistes ukrainiens : The Kyiv Independent, *Carnet de bord de la résistance ukrainienne*, Paris, Nouveau Monde, 2022.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

et tient un discours hypernationaliste et agressif. Le glaive et le goupillon sont au service du Kremlin, avec toute la machine de désinformation et de subversion⁸. S’y ajoutent les mercenaires entraînés par Evgueni Prigojine, qui font partie des « petits hommes verts » déployés en Crimée et au Donbass en 2014. L’existence de cette milice privée était peu connue alors. Elle constituait un nouveau projet de Prigojine, déjà engagé dans la construction de ses « usines à troll⁹ ».

Les services de renseignement américains avaient pu remonter à la source de la subversion contre le parti démocrate américain pendant la campagne électorale qui opposait Donald Trump à Hillary Clinton en 2016. Les trolls n’avaient pas modifié leurs adresses Internet. Ils ont utilisé les mêmes plateformes pour infecter plusieurs sites institutionnels américains et faire circuler sur la Toile des attaques contre la candidate démocrate et certains de ses conseillers¹⁰.

Celui qu’on appelait déjà à la fin des années 1990 le « chef de Poutine », car il possédait un restaurant à Saint-Pétersbourg où le futur président aimait dîner, avait décroché de généreux contrats pour servir les cantines militaires et former ses premières milices Wagner, prêtes à intervenir au Donbass¹¹.

8. Céline Marangé, « Les stratégies et les pratiques d’influence de la Russie », *Études de l’IRSEM*, n° 49, 2017.

9. Concernant les milices Wagner, voir aussi le chapitre 12 consacré à la guerre d’agression contre l’Ukraine et qui mentionne la mutinerie de juin 2023.

10. Rapport du FBI, Washington D.C., décembre 2017.

11. Pour légaliser ce type d’arrangements, une loi sur les partenariats entre l’État et les entreprises privées fut opportunément votée par la Douma d’État en 2015. Vadim Shtepa, « Putin’s Private

LA GUERRE PERMANENTE

Le président russe n'était pas préparé au fort soutien européen et nord-américain en faveur de l'Ukraine dès le début de la révolution, en novembre 2013. Le 20 février 2014, la visite des ministres des Affaires étrangères français, polonais et allemand à Kiev, pour négocier un accord entre Ianoukovitch et le comité Maïdan, l'avait mis hors de lui¹². Au lieu de réfléchir à une issue pacifique, il choisit la guerre. Il annexa la Crimée et confisqua le Donbass pour empêcher la transition ukrainienne vers l'État de droit et l'euro-péanisation, sans évaluer les graves conséquences politiques, économiques et sécuritaires pour la Russie, notamment les sanctions occidentales.

LE DONBASS, FRONTIÈRE POREUSE

Depuis la désindustrialisation des années 1980 et la gestion défailante des années 1990, les régions minières et sidérurgiques de l'Est étaient en crise. Les habitants nourrissaient une forte hostilité envers l'administration centrale. Une partie d'entre eux a suivi l'appel à la révolte anti-Kiev début 2014, mais il n'y a pas eu d'insurrection pour rejoindre la Fédération de Russie. Le Kremlin n'a pas obtenu le soulèvement des populations russophones. Après les « référendums » d'indépendance de mai 2014, les citoyens ukrainiens du Donbass occupés ont dû rendre leur document d'identité de la république d'Ukraine et

Empire », *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, vol. 20, n° 115, 18 juillet 2023 : <https://urlz.fr/ojw7>.

12. Piotr Smolar, « Crise ukrainienne : négociations à Kiev pour arrêter le bain de sang », *Le Monde*, 22 février 2014 : <https://urlz.fr/ojwc>.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

prendre celui de la Fédération de Russie¹³ sans pour autant devenir des résidents de Russie, puisque l'annexion n'eut pas lieu en 2014, mais en 2022¹⁴.

À la veille de la guerre de 2014, le nouveau recensement et les études sociologiques conduites en Ukraine indiquaient une réelle diversité au sein des populations des régions de Donetsk et Lougansk. Seulement 30 % des personnes se présentaient comme « russes », et 11 % comme à la fois russes et ukrainiennes¹⁵. La « passeportisation » ne pouvait réussir qu'avec une propagande mensongère et la pression administrative et policière. La proposition selon laquelle les citoyens de l'Ukraine orientale voulaient revenir dans le giron de la Russie est inexacte.

En avril 2014, en dépit des attaques russes, les Ukrainiens vivaient au rythme de la campagne présidentielle prévue pour le 25 mai. Les mouvements et partis politiques s'organisaient dans les provinces et à Kiev, les candidatures étaient déposées et les nouvelles commissions électorales étaient formées. Pour faire dérailler le scrutin, le pouvoir russe jugeait indispensable la déstabilisation

13. Cf. Fabian Burkhardt, « Russia's Passportisation of the Donbas », *SWP Comment*, Berlin, n° 41, août 2020. Notons qu'en Russie, le « passeport » est une pièce d'identité qui prouve la nationalité russe. Ce n'est pas un document qui permet de voyager à l'étranger avec un visa. Pour cela, il faut détenir un passeport spécifique.

14. Huit ans plus tard, en septembre 2022, la Russie annexera les quatre régions de Donetsk, Lougansk, Zaporijia et Kherson, alors qu'elle n'occupait pas la totalité du territoire de ces provinces. Cf. chapitre 12.

15. Elise Giuliano, « Who supported separatism in Donbas ? Ethnicity and popular opinion at the start of the Ukraine crisis », *Post-Soviet Affairs*, vol. 34, n° 2-3, 2018 : <https://urlz.fr/ojwJ>.

armée de l'Est du pays¹⁶. À Lougansk et Donetsk, les « républiques populaires » ont été proclamées, puis reconnues par la Russie¹⁷. Deux « référendums pour l'indépendance » ont été organisés le 11 mai, en toute illégalité, sous occupation militaire avec le soutien actif de Moscou. Le 2 mai, une attaque de « rebelles » (dont des Russes de Russie) dans la ville portuaire d'Odessa avait causé la mort de plus de quarante personnes et de nombreux blessés, mais la provocation avait échoué et le calme était revenu. D'autres provocations armées ont eu lieu dans des villes de l'Est et du Sud. En revanche, les provinces de l'Ouest sont restées immunisées contre la subversion russe. Elles n'avaient jamais appartenu à l'empire tsariste, mais à l'empire austro-hongrois, et avaient été annexées par l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁸.

Les « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk, autoproclamées par des chefs à la solde de Moscou, sont de fait des *territoires occupés illégalement*, des *protecto-rats voyous* de la Russie. Il est impropre de les qualifier d'« États de facto », car leur administration, leur police, leurs finances, sont entièrement dépendantes de la Russie. En ce sens, le Donbass occupé diffère de l'Abkhazie, qui était une république autonome de la Géorgie à l'époque soviétique et a constamment revendiqué son

16. Marie Mendras, « Contrer l'offensive russe », *Esprit*, mai 2014, p. 8-10.

17. Nikolaus von Twickel, « Russia and the People's Republics in Eastern Ukraine », *Russian Analytical Digest*, n° 217, 28 février 2018.

18. Galicie, Transcarpatie, Boukovine du Nord et Volhynie ont été annexées par l'URSS à la suite des protocoles secrets du traité de non-agression signé en août 1939 par Moscou et Berlin, dit pacte Ribbentrop-Molotov. Cf. Andrea Kappeler, *Russes et Ukrainiens*, *op. cit.*, p. 211-212.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

indépendance dès 1991, ce qui a conduit à la guerre de 1992-1993 contre Tbilissi¹⁹. Les gouvernements étrangers et organisations internationales font usage du seul terme de « zone occupée » pour qualifier la partie orientale du Donbass²⁰.

Le 25 mai 2014, Petro Porochenko remporta l'élection présidentielle au premier tour par un scrutin jugé honnête par les nombreux observateurs indépendants, ukrainiens et étrangers. L'auteure de ces lignes était observatrice à Odessa pour le scrutin présidentiel ainsi que l'élection du maire de la ville d'Odessa, dans le cadre de la mission d'observation du Congrès mondial ukrainien. Le vote s'est tenu dans de bonnes conditions, sans heurts. L'attaque meurtrière organisée par les Russes le 2 mai n'avait pas perturbé la campagne électorale. Le lendemain, les combattants russes et prorusses attaquèrent l'aéroport de Donetsk et y perdirent beaucoup d'hommes, car l'armée ukrainienne résista²¹. En dépit de cet échec, avec une aide logistique russe accrue, les Russes renforcèrent le dispositif militaire en Ukraine de l'Est et du Sud pendant l'été.

Alors que les Ukrainiens élaient leur président et que le gouvernement de transition assurait la mise en route de réformes institutionnelles, le pouvoir russe lançait un projet ambitieux d'occupation des provinces de la côte sud-est de l'Ukraine, de Marioupol jusqu'à Odessa. Le projet était

19. Cf. chapitre 7.

20. Sabine Fischer, « The Donbas Conflit », *SWP Research Paper*, Berlin, 2019. Ce travail d'enquête et d'analyse du conflit et des accords de Minsk est remarquable.

21. Andrew Roth, Sabrina Tavernise, « Russians Revealed among Ukraine Fighters », *New York Times*, 27 mai 2014 : [https://urlz.fr/ ojxi](https://urlz.fr/ojxi).

LA GUERRE PERMANENTE

présenté comme la reconstitution de la *Novorossia* des années 1780, une « Nouvelle Russie » qui rassemblerait territoires et peuples depuis les terres cosaques jusqu'à la Transnistrie, à 70 km à l'est d'Odessa, cet autre territoire confisqué, véritable protectorat russe en Moldavie.

L'historien Andreas Kappeler résume la conquête menée par l'armée et l'administration de Catherine II à partir de la Crimée, annexée en 1783 à l'empire :

« Les villes portuaires nouvellement fondées, en premier lieu Odessa, devinrent d'importants foyers du commerce international. Ces territoires de la partie méridionale de l'Ukraine actuelle furent baptisés "Nouvelle Russie" (Novorossia) et intégrés à un "gouvernorat" (province) de ce nom. La steppe du Sud de l'Ukraine, avec ses fertiles terres noires, fut mise en valeur et colonisée par des paysans ukrainiens et russes. Ceux-ci tombèrent dans la dépendance de nobles majoritairement russes, auxquels le gouvernement avait attribué des domaines en "Nouvelle Russie". (...) On fit appel à des colons étrangers, auxquels étaient octroyés terres, privilèges fiscaux et une grande autonomie. »

Des Bulgares, Serbes, Roumains, Grecs, Allemands développèrent cette région qui devint « dans la première moitié du ^{xix}^e siècle la plus grande productrice de céréales de tout l'Empire ». Des Russes, Arméniens, Juifs s'installèrent dans les villes. Kappeler note que « la diversité ethnique et religieuse allait devenir une caractéristique durable de l'Ukraine méridionale »²².

Deux siècles et demi plus tard, occuper des provinces aussi diverses et fières de leur identité, faisant partie

22. Andreas Kappeler, *Russes et Ukrainiens*, *op. cit.*, p. 92.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

intégrante d'un État souverain, était illusoire. Ce projet insensé a confirmé la méconnaissance de l'Ukraine au sein des groupes dirigeants en Russie. Les grandes capitales provinciales que sont Kharkiv, Dnipro, Marioupol et Zaporijia ont chacune leur histoire, leur spécificité humaine culturelle et économique. Kharkiv est une grande ville universitaire et russophone, qui n'a pas un instant bougé en faveur de la Russie (en 2022, elle résistera héroïquement sous les bombardements et l'occupation partielle russe). Odessa est une grande cité portuaire jalouse de son autonomie, cosmopolite, artistique, ouverte sur le monde extérieur.

Le projet de restauration de la Nouvelle Russie fut mis en échec par la courageuse résistance des habitants de Marioupol, cette grande ville sur la mer d'Azov, toute proche de la région de Donetsk. L'administration régionale de Donetsk avait été transférée à Marioupol²³. En janvier 2015, plus de cent missiles russes s'abattirent sur Marioupol, faisant trente morts et une centaine de blessés. C'était la première revanche russe. La seconde interviendra en mai 2022 avec la destruction systématique de Marioupol et la fuite de ses habitants.

De mi-janvier à mi-février 2015, une bataille très meurtrière opposa l'armée ukrainienne aux combattants russes et pro-Kremlin à Debaltseve, au nord-est de Donetsk. Cette ville est un nœud ferroviaire situé à un carrefour stratégique, à la frontière des deux provinces de Lougansk et Donetsk²⁴.

23. Entretien de l'auteure avec Sergui Taruta, alors gouverneur de la région de Marioupol, en septembre 2014 à Kiev.

24. Le chef rebelle Denis Pouchiline avait prévenu qu'il n'envisageait pas de trêve pour Debaltseve et ses habitants, en dépit du

LA GUERRE PERMANENTE

Les batailles de Marioupol et Debaltseve début 2015 mirent en évidence le soutien sans réserve des forces armées russes aux « séparatistes », dont les chefs étaient des citoyens de Russie. Poutine ne pouvait plus dissimuler son projet de démembrement de l'Ukraine, alors qu'il avait tenté de brouiller les cartes en prétendant demander seulement la « fédéralisation » de l'État, avec un statut d'autonomie pour le Donbass occupé.

Le coût humain de l'offensive militaire russe de 2014-2015 mérite d'être rappelé : des dizaines de milliers de blessés et tués, un million et demi de personnes déplacées qui ont tout perdu. Comme en Syrie à partir de 2012, la Russie a bloqué les convois humanitaires et tenté d'imposer un monopole sur sa propre « aide humanitaire » au Donbass. Elle prétendait assurer elle-même l'assistance aux personnes, alors que les camions transportaient notamment des armes et de la logistique. En août 2014, elle a joué cette carte aux Nations unies avec un aplomb sans pareil, mais le Secrétaire général de l'ONU a dénoncé la manœuvre²⁵.

LES ACCORDS DE MINSK

En février 2014, Vladimir Poutine rencontra pour la première fois une ferme riposte des pays occidentaux, qui rejetèrent ses mensonges et prétentions. L'Union

second accord de Minsk signé le 5 février 2015. Quelques jours plus tard, la ville était tombée.

25. À la demande de la Russie, le Conseil de sécurité de l'ONU a discuté la situation humanitaire le 5 août 2014 : <https://urlr.me/SBhsZ> ; déclaration de Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, le 22 août 2014 : <https://urlz.fr/ojyT>.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

européenne, la Norvège, l'Autriche, les États-Unis et le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le Japon, mirent en place des sanctions contre les responsables et les entreprises impliquées dans l'effort de guerre et accordèrent leur soutien politique et économique à Kiev²⁶. À l'évidence, la Russie avait gagné la Crimée mais perdu l'Ukraine et les Ukrainiens.

Le tir d'un missile sol-air russe contre l'avion de ligne de la Malaysian Airlines le 17 juillet 2014 démontra de la façon la plus tragique la présence de l'armée russe au Donbass. Ce missile Bouk avait été livré peu de temps auparavant, et les hommes chargés du tir n'étaient pas formés. Les écoutes ont dévoilé qu'avant de tirer, ils avaient demandé l'accord des militaires de l'autre côté de la frontière, en Russie. Le Boeing aurait été confondu avec un avion militaire ukrainien. L'attaque causa la mort des 298 passagers et membres de l'équipage sur ce vol reliant Amsterdam à Kuala Lumpur. Le gouvernement ukrainien dénonça un acte de terrorisme. Une enquête lancée par l'État néerlandais permit de poursuivre les responsables, en dépit du refus de coopération des autorités russes. La justice a été rendue mais les criminels demeurent en liberté²⁷.

Début août 2014, les combattants du Donbass faiblirent devant la combativité de l'armée ukrainienne. Moscou décida de jouer le tout pour le tout. Des militaires et

26. Céline Marangé, « Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ? », *Études de l'INSERM*, n° 37, 2015.

27. Jugement du tribunal néerlandais le 21 novembre 2022, condamnant trois des quatre accusés à la réclusion à perpétuité, peine à laquelle ils échapperont puisque protégés en Russie : <https://urlz.fr/ojz9>.

armements russes furent déployés, sans se cacher mais toujours dans le déni officiel. Milices et groupes de combattants se sont mis au service de la défense du Donbass contre l'armée russe dès 2014²⁸.

La bataille d'Ilovaïstk, contre-offensive lancée par l'armée ukrainienne le 10 août pour tenter de mettre fin au siège de la ville et aux bombardements russes, fut très meurtrière. Le président Porochenko dut accepter un cessez-le-feu début septembre, sous l'égide du format Normandie, à Minsk. Ces pourparlers à quatre – Russie, Ukraine, France et Allemagne – avaient été initiés le 6 juin 2014 en Normandie au cours de la commémoration du débarquement allié en 1944²⁹.

Le protocole signé à Minsk le 5 septembre 2014 comporte onze articles³⁰ :

1. Assurer immédiatement la fin du recours aux armes par les deux parties.
2. Assurer la surveillance et la vérification par l'OSCE du régime de non-recours aux armes.
3. Procéder à une décentralisation des pouvoirs notamment grâce à l'adoption d'une loi ukrainienne relative aux modalités temporaires de l'exercice de l'autonomie locale dans certains arrondissements des régions de Donetsk et de Lougansk (loi sur le statut particulier).

28. Erik Muller, « The Russo-Ukrainian War Has Bolstered Ukraine's Non State Alliance network », Rand Corporation, 7 août 2023 : <https://urlz.fr/ojzd>.

29. Gérard Davet, Fabrice Lhomme, « Le jour où Poutine a rencontré Porochenko », *Le Monde*, 26 août 2016, p. 15.

30. Voir en annexe le document original en russe, avec toutes les signatures, notamment celles des « chefs séparatistes » du Donbass.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

4. Assurer une surveillance de la frontière étatique entre l'Ukraine et la Russie et une vérification permanente, exercées par l'OSCE, avec création d'une zone de sécurité dans les districts frontaliers de l'Ukraine et de la Fédération de Russie.
5. Procéder sans retard à la libération de tous les otages et de toutes les personnes illégalement retenues (...).
6. Adopter une loi interdisant toute poursuite et toute sanction à l'encontre des personnes en rapport avec les événements (...).
7. Poursuivre un dialogue national inclusif.
8. Adopter des mesures pour améliorer la situation humanitaire dans le Donbass.
9. Assurer la tenue d'élections locales anticipées, conformément à la loi ukrainienne sur le statut temporaire dans certains arrondissements des régions de Donetsk et Lougansk.
10. Procéder au retrait du territoire ukrainien des formations armées illégales et du matériel militaire, des combattants et des mercenaires.
11. Adopter un programme de relèvement économique du Donbass (...).

La politologue Sabine Fischer souligne les contradictions du protocole de Minsk, signé en septembre 2014 :

« Même le point 10 du protocole, qui prévoit le retrait de tous “les groupes armés et équipements militaires illégaux, ainsi que des combattants et mercenaires”, ne fait pas référence directement aux troupes et volontaires russes. Au regard du soutien politique et militaire qu’ap- porte la Russie aux “séparatistes”, ceci crée un déséqui- libre qui empêche l’application des accords³¹. »

31. Sabine Fischer, « The Donbas Conflict », art. cité, p. 12.

Moscou n'appliquera aucune des clauses urgentes qui la concerne, en particulier les articles 1, 8 et 10, qui stipulent le respect du cessez-le-feu, le retrait des combattants et mercenaires, l'acheminement de l'aide humanitaire. Il était impossible pour l'État ukrainien de réformer la constitution ukrainienne et céder *de facto* un tiers des provinces de Donetsk et Lougansk aux occupants russes, sans aucune garantie de sécurité, puisque les « combattants illégaux » ne quittaient pas le territoire de l'Ukraine.

L'agression russe au Donbass reprit avec une nouvelle intensité début novembre 2014. Selon les experts de l'OTAN, de l'ONU et de l'OSCE, des cohortes de militaires, de chars et d'engins motorisés et des armements lourds passèrent la frontière de la Russie vers l'Ukraine. Comme au printemps et à l'été, les Russes firent l'économie des plaques d'immatriculation et des insignes. Mais aucun doute n'était permis, les forces armées russes – mercenaires, militaires et « milices séparatistes » – occupaient un bon tiers du Donbass après avoir bombardé la grande ville de Donetsk et son aéroport.

Le protocole signé à Minsk le 5 septembre 2014 avait vécu car les clauses ne pouvaient pas être appliquées si les forces russes et prorusses ne respectaient pas le cessez-le-feu. En particulier, les « représentants séparatistes » et Moscou s'étaient engagés auprès de Kiev, et en présence de l'Union européenne, à organiser de simples élections locales, dans le cadre du « statut spécial provisoire » de trois ans, accordé par l'État ukrainien à la partie occupée du Donbass. Ces élections avaient un statut ambigu puisqu'elles se tenaient hors du contrôle de l'État ukrainien. Elles furent avancées de plusieurs semaines et eurent

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

lieu le 2 novembre 2014 dans un contexte de tension armée extrême, sous la férule des nouvelles administrations de Donetsk et de Lougansk, qui attribuèrent immédiatement les fonctions de « président » et de « Premier ministre » aux chefs armés de chacune des deux « républiques populaires » autoproclamées. Vladimir Poutine se félicita de la victoire de ses protégés. La transgression, à la pointe de la kalachnikov, de toutes les règles et engagements formels, était la méthode et la marque de l'occupation russe dans l'Est de l'Ukraine.

Cette mise en scène était la riposte à la victoire des partis de gouvernement aux élections législatives ukrainiennes du 26 octobre. La nouvelle Rada comptait près de 70 % de députés favorables aux réformes, à l'État de droit et à un rapprochement avec l'Europe. Les communistes, l'extrême droite dure et les anciens du régime Ianoukovitch avaient fait de tout petits scores, démontrant la force du rejet du système précédent, corrompu et inféodé à Moscou. Même dans l'Est et le Sud du pays, les partis progouvernementaux avaient obtenu la majorité des voix. La société s'était unie face au danger russe. Il importe de rappeler que, contrairement à ce que voulait faire croire la propagande russe, les Ukrainiens ne se sont à aucun moment affrontés dans une guerre civile. Ils se sont trouvés, en Crimée et à l'Est, face à des provocations de commandos armés, pour la plupart originaires de Russie.

Pour tenter de mettre en œuvre certaines clauses du Protocole de septembre 2014, un second document fut signé à Minsk 12 février 2015, visant à préciser les « modalités d'application » des décisions du Groupe de contact tripartite, composé de la représentante de l'OSCE, Heidi Tagliavini, et des représentants du président russe et du

LA GUERRE PERMANENTE

président ukrainien. Ce document ne mentionne plus la décentralisation/fédéralisation de l'Ukraine, mais stipule toujours la tenue d'élections en territoire occupé après le retrait des « troupes étrangères » du Donbass. Comme ce retrait russe n'interviendra pas, l'accord « Minsk 2 » ne permettra pas d'avancer dans le règlement du conflit.

UNE GUERRE QUI MIJOTE

En juin 2015, les chefs des administrations et milices des « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk se trouvèrent confrontés à un désengagement partiel de Moscou. Ils devaient gérer quelque deux millions de personnes, dont seule une minorité avait un travail, alors que le gouvernement ukrainien refusait de poursuivre le versement des retraites et aides sociales. Ils devaient aussi batailler contre l'armée ukrainienne qui restait active derrière la ligne de contact, sous l'observation d'une mission non armée de l'OSCE. Ils ont compris que le projet de *Novorossia* était abandonné. Vladimir Poutine ne mentionnait plus la reconstruction de cette Nouvelle Russie du ^{xviii}^e siècle. Son discours s'organisait autour de deux accusations : le gouvernement à Kiev était illégal car issu d'un coup d'État ; les États-Unis et ses alliés étaient coupables d'ingérence en Ukraine et portaient la responsabilité de ce qu'il appelait la « crise ukrainienne » (on ne parle jamais de guerre, ni en 2015 ni en 2022-2023). Au fil des mois, la guerre s'est enlisée et est devenue un conflit de basse intensité, un conflit qui mijote, avec des flambées de violence et aucun cessez-le-feu durable.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

Le refus de la Russie de reconnaître être « une partie au conflit » a fait dérailler le processus de Minsk. Les participants européens à la négociation, la France et l'Allemagne, ont accepté ce mensonge, le déni russe de l'agression russe, car c'était une condition *sine qua non* de Moscou.

Il était donc difficile pour la communauté internationale de mettre en place une stratégie d'endiguement (*containment*) de la Russie quand celle-ci, acteur central, refusait d'admettre que le combat était mené par des Russes avec du matériel et des armements russes. Moscou parlait de « rébellion des populations russes » maltraitées par Kiev et cherchait à imposer, comme en Ossétie et Abkhazie, la supériorité du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sur le principe du respect de la souveraineté territoriale de l'Ukraine, État légalement reconnu en droit international. Sabine Fischer a enquêté en Ukraine et conclu que, même si un sentiment de frustration et d'abandon par Kiev était présent chez les habitants du Donbass depuis plusieurs années, l'existence d'un « séparatisme motivé par des raisons ethniques ne pouvait être établie, ni avant ni après le déclenchement des hostilités » en 2014. Il existait en revanche « de nombreuses preuves d'une intervention en amont par des acteurs russes »³².

La propagande anti-ukrainienne se calma un peu à l'été 2015 pour préparer la population russe à une pause dans ce fameux « conflit de civilisation » entre eux et l'Occident, et repousser au second plan la situation ingérable du Donbass. En dépit de l'impasse politique et militaire, Vladimir Poutine s'entêta à bloquer toute avancée dans

32. *Ibid.*, p. 15.

LA GUERRE PERMANENTE

les négociations de Minsk. Il voulait la capitulation de Kiev aux conditions russes, c'est-à-dire une souveraineté très limitée pour l'État ukrainien³³.

Au sein de la société ukrainienne, on commençait à accepter la perte des parties orientales du Donbass, pauvres et soumises à la Russie. La guerre avait pris des vies. Les personnes déplacées demandaient logements et aide financière. Seules quelques organisations non gouvernementales se préoccupaient des habitants des régions de Donetsk et Lougansk, à la fois ceux qui résidaient en zone occupée et ceux qui s'étaient réfugiés dans la partie non occupée de leur région. Le remarquable travail du Centre pour les libertés civiques, fondé et dirigé par Oleksandra Matviitchuk, a été récompensé par le prix Nobel de la Paix en 2022³⁴.

L'ÉCHEC POLITIQUE DE LA RUSSIE EN UKRAINE

Grisés par la rapide annexion de la Crimée, les hommes du Kremlin et l'état-major ont péché par orgueil et mépris de l'adversaire. Ils ont perdu le sens de la mesure et de leurs propres capacités. Ils semblaient avoir oublié que d'autres acteurs et facteurs méritaient d'être pris en compte, tout particulièrement le facteur ukrainien, la détermination de l'immense majorité des Ukrainiens à

33. Nikolaus von Twickel, « Russia and the People's Republics in Eastern Ukraine », art. cité.

34. Cette ONG, créée en 2012, a travaillé, sans discontinuer jusqu'à présent, auprès des populations du Donbass, produit des analyses et fait des propositions aux autorités ukrainiennes. Rencontres régulières de l'auteure avec Oleksandra Matviitchouk entre septembre 2014 et juillet 2023.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

défendre leur pays, la popularité du nouveau président et des nouveaux élus à la Rada.

Au Donbass, comme en Géorgie six ans plus tôt, le Kremlin tenta d'imposer son diktat par la force, sans se préoccuper de l'état d'esprit des gens ni de leur volonté individuelle et collective de repousser l'agresseur. Elle ne réussit à faire tomber ni le président géorgien ni le président ukrainien, qui finirent tous deux leurs mandats à terme : Mikheil Saakachvili en 2013 et Petro Porochenko en 2019³⁵.

En Europe occidentale, nombreuses étaient les personnalités politiques de tous bords qui ne s'offusquaient pas d'une conquête russe partielle de l'Ukraine, au moins les provinces de l'Est et du Sud-Est, de Kharkiv à Kherson, ce fameux projet de reconstitution de la *Novorossia*³⁶. Elles laissaient entendre qu'il fallait accepter la « sphère russe », zone de non-souveraineté entre la Russie et l'Union européenne, hypothéquant ainsi le Partenariat oriental de l'Union européenne mis en place fin 2008 après la guerre de Géorgie³⁷. Ces attitudes ont conduit à des politiques irresponsables et ont encouragé le Kremlin

35. Au moment de l'invasion russe en août 2008, Mikheil Saakachvili entame le septième mois de son second mandat présidentiel (premier mandat de janvier 2007 à novembre 2007, quand il démissionne face à une crise politique ; il sera réélu à l'élection anticipée de janvier 2008). Petro Porochenko est élu président de l'Ukraine le 25 mai 2014, deux mois après l'annexion de la Crimée et l'intervention russe au Donbass.

36. Marie Mendras, Alain Guillemoles, « The French Debate and Controversy over Russia and Ukraine since Maidan », *OSIFE Report*, Barcelone, novembre 2015.

37. Dominik Tolksdorf, « Le Partenariat oriental de l'Union européenne. Après la crise ukrainienne », *RAMSES 2015*, IFRI, 2014, p. 222-227.

dans son entreprise militaire de confiscation de la Crimée et du Donbass³⁸.

Vladimir Poutine avait pourtant clairement exprimé son intention de ne respecter aucune convention au regard du droit international quand, en 2014, il signa successivement plusieurs lois dénonçant des accords et traités bilatéraux avec l'Ukraine³⁹. À partir de l'agression de l'Ukraine en février 2022, la Russie dénonça plus d'une centaine d'accords signés avec Kiev depuis 1991, et l'Ukraine prit aussi l'initiative d'annuler des engagements pris avec Moscou ?

L'ENVERS DE L'OCCUPATION DU DONBASS

Le régime poutinien a-t-il réussi son opération spéciale au Donbass, conduite par des combattants sans insigne juchés sur des véhicules militaires sans plaque d'immatriculation ? Si l'objectif en 2014 n'était pas la conquête mais la déstabilisation de l'Ukraine, la proclamation de deux « républiques populaires » suffisait-elle au Kremlin et à son armée ? Vladimir Poutine n'a pas trouvé entière satisfaction dans l'intervention armée au Donbass. Le prix à payer pour ce nouveau conflit pesait lourd. Les sanctions économiques des pays occidentaux menaçaient la solidité du consensus des élites professionnelles et des milieux d'affaires, dont la loyauté au régime dépendait

38. Nicolas Hénin, *La France russe. Enquête sur les réseaux Poutine*, Paris, Fayard, 2016. Voir aussi les articles sur les personnalités françaises « poutinophiles » publiés régulièrement dans la newsletter de Desk Russie.

39. Alexey Uvarov, « Ukraine and Russia. Relations symbolically dismantled », art. cité, chapitre 1.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

des intérêts qu'ils en tiraient. Les pays de l'OTAN traitaient le président russe en paria. Le gouvernement ukrainien avançait dans les réformes et le rapprochement avec l'Union européenne, et l'armée se modernisait avec l'aide occidentale. Le commerce russo-ukrainien était en berne. Le choix de faire la guerre sans l'assumer, avec des armes sophistiquées, a eu un effet contre-productif sur les modalités de l'intervention. En effet, les Russes avaient déjà déployé de grands moyens pour mener leur entreprise de subversion en Ukraine depuis les années 2000. Ils avaient réussi à investir dans presque tous les secteurs d'activité, à contrôler une grande partie des administrations et médias en langue russe, et à alimenter réseaux clientélistes et criminalité transnationale. L'intervention armée a dévoilé au grand jour l'ampleur de la toile russe et poussé les Ukrainiens à intensifier leur riposte contre tous ces modes d'ingérence, avec l'aide des gouvernements occidentaux et des organisations internationales. Nous verrons plus loin que la guerre d'agression lancée en février 2022 provoquera les mêmes effets contre-productifs en surexposant la stratégie de subversion, qui avait été l'arme la plus efficace du régime poutinien depuis 2007 dans ses campagnes de déstabilisation des pays voisins et des démocraties occidentales⁴⁰.

Le Kremlin et les patrons des « structures de force », les *siloviki*, ont aussi sous-estimé les Occidentaux, qui avaient pourtant montré leur capacité de réaction en soutien à l'Ukraine en 2004, pendant la révolution Orange. Les sanctions ont été votées et revotées tous les six mois

40. Nicu Popescu, Stanislav Secieru, « Hacks, Leaks and Disruptions. Russian Cyber Strategies », *Chaillot Paper*, European Union Institute for Security Studies, n° 148, octobre 2018.

LA GUERRE PERMANENTE

par l'Union européenne depuis 2014. Les pays baltes et la Pologne ont condamné avec vigueur les méthodes criminelles utilisées par les agents russes. La présidente lituanienne a publiquement accusé la Russie d'être un « sponsor du terrorisme⁴¹ ».

Vladimir Poutine a entraîné son pays dans un affrontement permanent avec les Occidentaux. Il misait sur le nationalisme aveugle de ses sujets, mais les combats dans le Donbass inquiétaient les Russes, qui ne comprenaient pas les buts de cette guerre et n'espéraient pas le rattachement de l'Est de l'Ukraine à la Russie. Ils commençaient à comprendre que des militaires russes étaient tués et blessés, victimes oubliées dans cette guerre que le Kremlin refusait d'assumer publiquement. D'autre part, depuis 2013, la crise économique affectait la majorité des foyers et des entreprises. Il semble que le pouvoir n'ait pas intégré cette variable dans ses calculs. Il n'avait pas non plus anticipé les effets combinés de la baisse des prix des matières premières et des sanctions occidentales sur l'accès des opérateurs russes aux marchés financiers mondiaux.

Quand l'annexion de la Crimée ne suscita plus l'enthousiasme des Russes et que les troupes « sans insigne » firent du surplace sur la ligne de front en Ukraine, la machine de guerre eut besoin d'une nouvelle impulsion. Vladimir Poutine chercha à détourner l'attention des Occidentaux du Donbass vers la Syrie, où il engagea une campagne de frappes aériennes aux côtés de l'armée de Bachar el- Assad. À la tribune de l'Assemblée générale des Nations

41. Marius Laurinavicius, « Why It Is Worth to Reconsider Links Between the Kremlin and International Terrorism », EESC Analytical Project, Athènes, 17 décembre 2014, www.eesc.lt.

LE PREMIER CONFLIT DU DONBASS

unies en septembre 2015, il exposa sa nouvelle stratégie pour « contre le terrorisme » en Syrie. L'armée russe et les milices Wagner participèrent au combat d'Assad contre sa propre population. Elles sont toujours présentes en Syrie en 2024.

IX

GUERRE EN SYRIE ET SOUTIEN AUX DICTATEURS

*« Dis-moi qui tu fréquentes, et je te dirai
qui tu es »*

Proverbe français, et universel

Le printemps arabe de 2011 a sidéré le Kremlin. Alors qu'en Europe, nous observions avec espoir les sociétés se révolter contre des tyrans corrompus, Vladimir Poutine regardait avec effroi les dictateurs tomber en Tunisie, Égypte, et Libye. Mouammar Kadhafi régnait sur la Libye depuis plus de quarante ans.

Dès les premiers jours de la révolte populaire en mars 2011 au sud de Damas, Bachar el-Assad refusa toute discussion. La Russie n'hésita alors pas à soutenir financièrement et militairement le dirigeant syrien dans la répression armée. Elle prit le parti de couvrir les attaques chimiques et exactions commises par les militaires et miliciens contre les populations civiles de Syrie. Elle fut la seule puissance à apporter un soutien inconditionnel au régime, avec la participation de l'Iran et du Hezbollah. Pendant quatre années, elle permit au dictateur de tenir en bloquant les résolutions de l'ONU et en livrant armes et munitions sans paiement immédiat et en mettant à

profit l'occupation de l'Est syrien par l'organisation terroriste ISIS (État islamique) à partir de 2013. Il était comode de justifier la guerre contre les rebelles syriens par la guerre contre le terrorisme djihadiste.

En septembre 2015, Vladimir Poutine décida d'envoyer son armée participer aux frappes de l'armée syrienne dans sa « lutte contre le terrorisme ». Pendant les années qui suivirent, il accompagna le régime dans sa guerre contre les populations civiles et contre les régions sous contrôle de l'ISIS à l'Est du pays. En treize ans, la guerre a causé la mort de plus de 300 000 civils et plus de 200 000 combattants, auxquels il faut ajouter des blessés beaucoup plus nombreux. Environ 13 millions de personnes sont aujourd'hui déplacées en Syrie ou réfugiées à l'étranger¹.

La question posée ici est de comprendre pourquoi le Kremlin a suivi avec obstination une stratégie ouvertement contraire aux positions des pays arabes, des États du Golfe et des pays occidentaux. Pourquoi en 2015, après quatre années de terribles combats, attaques chimiques, destructions et migrations forcées, Vladimir Poutine décida-t-il d'engager directement son armée sur le terrain en Syrie, aux côtés des militaires et miliciens de Bachar el-Assad ?

1. Comité des Droits de l'homme de l'ONU, 2022, <https://urlz.fr/ojDT>. Les évaluations de différentes sources sont bien répertoriées dans le résumé suivant : <https://urlz.fr/ojDX>. Cf. le rapport de la commission sur la Syrie (PDF) : <https://urlz.fr/ojDZ>, Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 5 février 2015.

GUERRE EN SYRIE...

LE PRINTEMPS ARABE DE 2011

En décembre 2010, un jeune Tunisien s'immola par le feu pour protester contre le régime corrompu. En janvier 2011, après des journées de protestation massive, le président Ben Ali prit la fuite. S'enclencha alors en Tunisie un cycle vertueux d'élections et de réformes démocratiques qui dura quelques années². En Égypte, sous pression de la foule, le président Hosni Moubarak quitta le pouvoir le 11 février 2011 après trente ans de règne. Un gouvernement militaire assura la transition jusqu'à l'élection de Mohamed Morsi à la tête de l'État et l'installation d'un gouvernement dirigé par les Frères musulmans en juin 2012. Le général Abdel al-Sissi prendra le pouvoir par un coup d'État militaire en juillet 2013 et enterrera tout espoir de libéralisation. En Libye, la révolte se leva en février 2011, gagna tout le pays, et Kadhafi fut tué en octobre.

Au Yémen, le gouvernement tomba en mars 2011, et des élections suivirent. Au Bahreïn et au Maroc, les dirigeants proposèrent des réformes pour calmer la protestation. En Syrie, de jeunes manifestants protestèrent dans la ville de Daara en mars. Ils furent arrêtés et torturés. La férocité du régime Assad provoqua une révolte populaire à travers le pays³.

Vladimir Poutine fut saisi par la facilité avec laquelle ses homologues occidentaux lâchèrent les autocrates, les uns

2. La société tunisienne a gagné la révolution démocratique de 2011 mais perdu la maîtrise des événements avec la montée d'un nouveau régime autoritaire dirigé par Kaïs Saïed, président depuis juillet 2021.

3. Jonathan Littell, *Carnets de Homs*, Paris, Gallimard, 2012.

après les autres. Il rappela, à juste titre, la proximité des gouvernements français, américain, britannique, italien, parmi d'autres, avec les régimes tunisien, libyen, égyptien, syrien. Il suffisait que la rue se rebelle contre l'autorité de l'État pour que l'Occident sacrifie ses anciens partenaires stratégiques et commerciaux. La Russie endossa l'habit de l'allié loyal, toujours prêt à soutenir un ami mis en difficulté par des « provocateurs » encouragés par les États-Unis. Ce récit propagandiste s'inscrivait dans la politique anti-occidentale énoncée par Vladimir Poutine dans son discours de Munich en 2007, politique qui avait conduit à l'intervention en Géorgie en 2008⁴.

L'année 2011 s'annonçait difficile pour Vladimir Poutine en politique intérieure. Il n'avait pas encore retrouvé son fauteuil présidentiel, et il lui fallait absolument reprendre la main en politique internationale. L'affaire libyenne lui offrait une occasion inespérée de démontrer l'incapacité du président et chef des armées, Dmitri Medvedev⁵.

En Libye, la révolte éclata à Benghazi à la mi-février 2011 et se propagea dans plusieurs villes du pays et dans la capitale Tripoli. Kadhafi envoya l'armée réprimer les manifestants, dont plusieurs centaines furent tués⁶. Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, tenta une médiation, en vain. Le 13 mars, le Conseil de sécurité vota la résolution 1791 en faveur de l'instauration

4. Cf. chapitre 5.

5. Medvedev avait caressé l'espoir de se présenter pour un second mandat présidentiel en mars 2012. C'était méconnaître la ténacité de Poutine et le fonctionnement du FSB, comme il a été vu précédemment.

6. Jean-Pierre Filiu, *La Révolution arabe. Dix leçons sur le soulèvement démocratique*, Paris, Fayard, 2011.

GUERRE EN SYRIE...

d'un régime d'exclusion aérienne afin de protéger les civils. Cinq des quinze membres du Conseil s'abstinrent : l'Allemagne, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, alors présidée par Dmitri Medvedev.

Quelques jours plus tard, Vladimir Poutine, chef du gouvernement, exprima frustration et colère devant le choix du président Medvedev de ne pas avoir exercé le droit de veto (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont la prérogative de bloquer une résolution). À partir de ce moment, Poutine ne cacha plus ce qu'il avait décidé en optant pour la solution du tandem en 2008 : il se présenterait à la présidentielle de mars 2012 et aucun autre candidat ne s'opposerait à lui, hors des habituelles figures de « l'opposition systémique⁷ ». Dmitri Medvedev avait rempli sa mission : garder le poste pour son mentor pendant les quatre ans de « pause » imposés par la Constitution. Dès le mois d'avril, les autorités russes dénoncèrent l'ingérence américaine et les frappes aériennes contre l'armée libyenne.

MAINTENIR ASSAD AU POUVOIR

La déstabilisation de la Syrie inquiétait tous les dirigeants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Les États-Unis et l'Europe, ainsi que les pays du Golfe et l'Arabie saoudite, la Ligue arabe en tant qu'organisation, prirent

7. Un candidat inattendu a été autorisé à concourir à la présidentielle de mars 2012, l'entrepreneur Vadim Prokhorov, critique du régime. Prokhorov a obtenu, selon les observateurs indépendants, autour de 14 % des suffrages exprimés, mais seulement 8 % selon les résultats officiels. Cf. Marie Mendras, « Poutine IV. Une victoire à l'arraché », *Esprit*, mai 2012.

immédiatement leurs distances avec Bachar el-Assad et portèrent la cause syrienne devant les Nations unies. La Russie vota contre les résolutions de l'ONU condamnant le régime d'Assad et l'Iran défendit son allié alaouite, la minorité chiite qui dominait une population de 20 millions d'habitants depuis le début de la dynastie Assad en 1970⁸.

La Syrie est un pays familier des élites politiques et militaires soviétiques. Les relations du Kremlin avec les Assad, père et fils, ont toujours été complexes et méfiantes, basées sur l'intérêt bien compris de chaque partie. En dépit des nombreuses déclarations sur la communauté idéologique avec le parti Baas et les partis dits « d'orientation socialiste », le pouvoir soviétique n'a pas porté assistance au Parti communiste syrien, ni d'ailleurs au Parti communiste Toudeh en Iran. Il conduisait une politique pragmatique dans la région, suivant les hauts et bas de la détente avec les États-Unis, et selon les opportunités militaires et géopolitiques⁹. L'universitaire Roy Allison rappelle que, dans les années 1970, le KGB espionnait le président Hafez el-Assad, qui posait des conditions à l'adoption d'un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS, finalement signé en 1980¹⁰. La

8. Hafez el-Assad, le père de Bachar, est devenu chef du gouvernement syrien en 1969 puis chef de l'État en 1970. Il appartenait à la minorité alaouite, chiite, dans un pays où la majorité des habitants sont sunnites.

9. Evgueni Primakov a joué un rôle important dans la politique moyen-orientale de l'URSS. Arabisant, il a été ambassadeur en Syrie dans les années 1960, directeur de l'IMEMO, directeur du SVR (renseignement extérieur), ministre des Affaires étrangères, puis brièvement Premier ministre de Boris Eltsine en 1998.

10. Roy Allison, « Russia and Syria. Explaining Alignment With a Country in Crisis », *International Affairs*, vol. 89, n° 4, p. 795-823.

GUERRE EN SYRIE...

diplomatie soviétique au Moyen-Orient était menée par le ministère des Affaires étrangères et la direction internationale du Comité central du Parti communiste. La stratégie politique et militaire était mise en forme par les services de renseignement, le KGB et le SVR, chargé du renseignement extérieur, organes sous le contrôle direct du Politburo. L'URSS a conduit une stratégie régionale, basée sur des relations bilatérales avec chaque État¹¹. L'héritage de la vieille école des arabisants soviétiques a laissé son empreinte, et le Kremlin espérait renouer avec une politique de puissance au Moyen-Orient.

Dans les années 2000, le régime poutinien n'avait pas véritablement conçu de nouvelle politique envers la région du Moyen-Orient. Il avait reconstruit les relations bilatérales avec certains États, notamment la Syrie, Israël, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Iran. Le soutien indéfectible de Moscou à Bachar el-Assad a été posé dès le début des manifestations populaires et pacifiques contre la dictature en mars 2011. Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait alors pour mission de défendre la légitimité du régime syrien. Il jouait la carte legaliste et s'appuyait sur le traité d'amitié et de coopération signé en 1980 par Moscou et Damas. Il remerciait aussi Assad pour sa loyauté. Mi-août 2008, quelques jours après l'intervention russe en Géorgie, Bachar el-Assad avait rejeté l'accusation selon laquelle la Russie aurait été le pays agresseur. Il avait même proposé d'accueillir des systèmes de missile russes en Syrie¹². En 1999-2000, il avait été l'un des très rares

11. Marie Mendras, « La politique soviétique au Moyen-Orient », *Politique étrangère*, n° 3, 1983.

12. Roy Allison, « Russia and Syria. Explaining Alignment With a Country in Crisis », art. cité.

chefs d'États à soutenir Poutine dans sa guerre contre les Tchétchènes. Sans aucun doute, la constance d'Assad était appréciée et récompensée.

En 2012, le régime syrien se trouva en difficulté. Les combattants rebelles, soutenus par la population, avaient repoussé l'armée et les milices d'Assad hors du Nord-Ouest. Des banlieues de Damas défiaient aussi la capitulation. Une partition de la Syrie semblait alors probable. Selon Fedor Loukianov, le Kremlin envisageait différentes options pour le cas où le régime tomberait¹³. L'avancée fulgurante de l'État islamique (Daech) en Syrie avait changé la donne et ouvert de nouvelles options à la Russie. En 2014, Daech proclama un califat en Irak et en Syrie. Il revendiqua aussi de nombreux attentats en Europe, notamment les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et du 14 juillet 2016 à Nice.

Avec la progression de l'État islamique, les offensives russo-syriennes n'ont plus fait la différence entre les rebelles anti-Assad et les islamistes étrangers, tous étiquetés « terroristes ». Assad n'avait rien fait pour contrer l'avancée de l'État islamique, afin de transformer la « guerre civile » en une « guerre contre le terrorisme ». Le Kremlin développa un nouvel argument fallacieux pour justifier son soutien accru à Damas : la sécurité intérieure et la stabilité de la Fédération de Russie. Le terrorisme menaçait la Russie, car les islamistes qui occupaient l'Est de la Syrie pouvaient atteindre les républiques du Nord-Caucase. Nikolai Patrouchev, ancien chef du

13. Entretien de l'auteure avec Fedor Loukianov, directeur de la revue *Russia in Foreign Affairs* et responsable du Club Valdaï, organisation officielle chargée de réunir des personnalités étrangères autour de Poutine chaque année depuis 2004, en juillet 2012 à Moscou.

GUERRE EN SYRIE...

FSB et président du Conseil de sécurité, prétendait que les pays déstabilisés par les révoltes de 2011 pourraient devenir « le centre du terrorisme¹⁴ ».

LE TOURNANT D'AOÛT 2013. LE REcul AMÉRICAIN

Le conflit syrien coïncida avec le désengagement américain au Moyen-Orient¹⁵. Différents facteurs expliquaient ce retournement stratégique : la baisse de la dépendance américaine en hydrocarbures grâce à l'accroissement de la production nationale ; la lassitude de la population et des élites face à des conflits d'apparence inextricable ; un scepticisme croissant vis-à-vis des expéditions menées dans cette région au vu des maigres résultats obtenus en Irak malgré d'importants moyens humains et financiers ; les relations détériorées avec l'allié israélien, et le désintérêt pour la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien.

Sous la présidence Obama, la réduction de la présence américaine en Afghanistan fut actée, de même que le retrait complet d'Irak (mis en œuvre en 2011, au moment même où la crise syrienne s'aggravait). Dans le même temps, les États-Unis encouragèrent l'appropriation par les puissances régionales de leur propre sécurité. C'est à ce titre que la voie diplomatique fut privilégiée pour régler la question du programme nucléaire iranien,

14. Roy Allison, « Russia and Syria. Explaining Alignment With a Country in Crisis », art. cité, p. 813.

15. Voir chapitre 6 et Ohannes Geukjian, *The Russian Military Intervention in Syria*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2022.

considéré comme un problème de sécurité mondiale. À partir de 2013, et jusqu'en juillet 2015, priorité fut donnée à la négociation d'un accord, ce qui impliquait de garder l'Iran à la table des négociations.

Les tergiversations américaines en Syrie eurent de graves conséquences. Dès 2011, Barack Obama affirma que Bachar el-Assad devait quitter le pouvoir, et que les États-Unis ne toléreraient pas l'usage de d'armes chimiques. En décembre 2012, il reconnut la Coalition nationale syrienne, fusion des grandes organisations de résistance, comme « la seule représentation légitime du peuple syrien en opposition au régime Assad¹⁶ ». Or, six mois plus tard, il renonçait aux frappes ciblées contre l'armée syrienne après le pire massacre aux armes chimiques¹⁷.

La méthode d'Assad, avec le soutien des Russes, des Iraniens et des milices du Hezbollah, était une politique systématique de terreur contre les populations. L'armée syrienne, appuyée par les techniciens et militaires russes, avec du matériel russe, visait des villages et des villes où les combattants islamistes n'étaient pas installés mais où des rebelles syriens et kurdes, soutenus par des pays occidentaux et des ONG, combattaient la dictature.

Le 19 août 2013, l'armée d'Assad utilisa des armes chimiques contre les populations civiles avec une brutalité inégalée. Plus de 1 000 Syriens périrent, plus de 10 000 furent blessés. Une nouvelle « ligne rouge » avait été dépassée. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis se

16. United States Institute for Peace, excellente chronologie en ligne de la guerre en Syrie : <https://urlz.fr/ojHi>.

17. Emile Hokayem, « La crise syrienne : un enjeu de sécurité régionale », *Revue Défense Nationale*, 2016/6, n° 791, p. 71.

GUERRE EN SYRIE...

mirent d'accord pour engager des frappes ciblées contre l'armée syrienne. Le 27 août, David Cameron se dégagea, arguant de l'obligation d'obtenir l'approbation du Parlement. Le 30 août au soir, Barack Obama fit volte-face et contredita la déclaration du Secrétaire d'État, John Kerry, qui venait d'annoncer le début imminent de l'opération avec les Français. François Hollande se retrouva seul, alors que les forces françaises étaient prêtes à participer à l'opération. Le président de la République ne pardonnera pas à son homologue américain cette débandade, qui ouvrit grande la voie vers une domination russe du conflit¹⁸.

En septembre 2013, les présidents russe et américain s'accordèrent sur une solution stupéfiante : confier à la Russie la destruction des armes chimiques syriennes. Quelques mois plus tard, Damas reprit les attaques au gaz sarin et chlore, et Moscou continua de nier l'usage de ces armes de destruction massive contre des populations civiles¹⁹.

À la suite du désengagement américain, la Russie s'imposa comme l'acteur incontournable du conflit. Elle n'avait plus aucune raison de souhaiter une sortie de guerre en Syrie. Cependant, Poutine dut s'engager personnellement dans la bataille diplomatique et militaire à venir. Il fut obligé d'accorder à Bachar el-Assad un soutien total et sans condition et se mit sur un pied

18. Jeffrey Goldberg, « The Obama Doctrine », entretien avec Barack Obama, *The Atlantic*, avril 2016 : <https://urlz.fr/ojHD>.

19. Dix ans plus tard, Damas nie toujours l'emploi d'armes de destruction massive et refuse de coopérer avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Voir le service de presse de l'ONU, 6 mars 2023 : <https://urlz.fr/ojHJ>.

d'égalité avec un dictateur criminel, soutenu par une autre dictature, l'Iran. Ainsi, quelques mois avant l'intervention russe au Donbass, l'axe des tyrannies guerrières se dessinait nettement. La Chine ne s'exprimait pas sur la guerre mais votait avec la Russie aux Nations Unies²⁰.

La Russie a saisi les opportunités et déplacé le curseur du Donbass vers le Moyen-Orient. Une des motivations était l'opportunité pour l'armée russe de tester ses nouvelles armes. Au Donbass, il fallait garder profil bas, puisque les Russes n'étaient pas censés y combattre. Or, Poutine voulait projeter une image de grande puissance militaire. Depuis mai 2015, aux commémorations annuelles de la victoire du 9 mai 1945, il faisait défiler missiles, avions et armements sophistiqués²¹. La Syrie et le « contre-terrorisme » offraient une bonne vitrine. Barack Obama s'approchait de la fin de son second mandat. Les trolls russes étaient déjà à la manœuvre en 2014-2015, avant même l'opération subversive contre le parti démocrate et Hillary Clinton pendant la campagne électorale de 2016. Les dirigeants russes affichaient des relations amicales avec Donald Trump et soignaient les relations avec les magnats républicains, leurs entreprises et lobbies.

De son côté, Bachar el-Assad s'octroya un nouveau mandat le 3 juin 2014, alors qu'il ne contrôlait plus

20. International Commission of Jurists, « Syria : Ten Years on, Impunity for Atrocities Continues », 15 mars 2021 : <https://urlz.ft/ojHN>.

21. Le 9 mai 2015, pour le 70^e anniversaire de la victoire, Vladimir Poutine organisa un défilé militaire d'une ampleur sans précédent, avec l'exposition de nouvelles armes, et prononça un discours militaire sur la place Rouge. Cf. Galia Ackerman, *Le Régiment immortel*, Paris, Premier Parallèle, 2019, nouvelle édition 2023.

GUERRE EN SYRIE...

qu'environ une moitié du territoire et que plus de 12 millions de personnes étaient déplacées en Syrie ou réfugiées à l'étranger. Les résultats officiels attribuèrent près de 90 % des suffrages à Assad contre deux autres candidats qui avaient appelé à voter... pour Assad !

L'INTERVENTION MILITAIRE RUSSE

En septembre 2015, Vladimir Poutine décida de jouer le tout pour le tout en Syrie, et d'engager ses forces armées sur le terrain. Il pouvait compter sur les mercenaires d'Evgueni Prigojine, déjà actifs au Donbass. Ainsi, les combattants Wagner étaient déjà indispensables à la stratégie poutinienne. Le rôle central d'une organisation militaire illégale dans les « opérations » du Kremlin aurait dû alerter nos gouvernements et experts militaires en Europe occidentale sur la nature et les modalités des guerres poutiniennes. L'intervention russe en Syrie était menée dans un brouillard, sans reporters de presse, en l'absence d'organisations humanitaires. Un couvercle de plomb s'était abattu sur la population.

Le 28 septembre 2015, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, Vladimir Poutine dénonça les interventions occidentales et annonça la volonté russe d'intervenir militairement en Syrie pour combattre le terrorisme :

« Le vide de pouvoir observé dans plusieurs pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord a conduit à la formation de zones anarchiques, rapidement envahies par des extrémistes et des terroristes. Des dizaines de milliers de combattants se battent déjà sous les drapeaux de "l'État

LA GUERRE PERMANENTE

islamique”. (...) Aujourd’hui, des membres de ce qu’on appelle “l’opposition syrienne modérée”, soutenue par l’Occident, viennent également grossir les rangs des radicaux. (...) Nous estimons que refuser de coopérer avec les autorités syriennes, avec l’armée gouvernementale, avec ceux qui affrontent courageusement le terrorisme, est une grave erreur²². »

Le lendemain, l’armée russe lança ses premières attaques aériennes, prétendument contre l’État islamique. Les États-Unis contestèrent cette affirmation et fournirent les preuves de bombardements contre des civils syriens et des combattants anti-Assad soutenus par des pays occidentaux. Le rêve poutinien d’un duo Moscou-Washington pour gérer le conflit syrien s’effondra.

Il semble bien que, dans le huis clos de leurs échanges, les hommes du Kremlin et les commandants militaires aient poursuivi leur récit têtue d’un retour à un rapport de force mondial similaire à celui de la Guerre froide, et à une forme de dissuasion conjointe des grandes puissances dans le règlement des conflits au Moyen-Orient. Ces hommes vivaient dans leur univers cognitif, nourri d’informations inexacts, d’auto-intoxication sur la puissance russe, de méconnaissance de la réflexion stratégique et des politiques de sécurité aux États-Unis comme dans les grands pays de l’OTAN. La plus grande vulnérabilité de la Russie résultait de l’interdiction d’une pensée critique, d’une lecture déformée des politiques des adversaires, et d’une surestimation des capacités russes dans des conflits multiformes. Le plus surprenant était

22. Texte du discours accessible sur le site du Kremlin : www.kremlin.ru.

GUERRE EN SYRIE...

l'absence d'une réflexion stratégique autour des différentes options possibles. Dans tous les conflits depuis la Tchétchénie en 1999, le Kremlin a foncé dans une seule et même direction, toujours celle de l'écrasement rapide de l'adversaire, sans concevoir de plan B en cas d'échec à défaire l'ennemi en deux semaines.

En 2016, après une année d'engagement militaire russe, la guerre avait largement dépassé le cadre d'un conflit local, ou d'une « guerre civile » comme Moscou l'affirmait. Le régime d'Assad avait repris le contrôle des grandes villes. Le général russe Sourovikine mena la bataille d'Alep et porta la responsabilité de la destruction de cette grande ville et du massacre de milliers de civils. Il y gagna son surnom : le boucher d'Alep. C'est lui que Poutine nommera commandant en chef de l'armée russe en Ukraine en octobre 2022 et qui mènera la terrible bataille de Bakhmout jusqu'en février 2023, quand il sera rétrogradé. Quelques mois plus tard, après la mutinerie des milices Wagner, il sera arrêté pour complicité²³.

En 2017 et 2018, l'armée et les milices syriennes reconquirent plusieurs régions, ainsi que les banlieues de Damas qui s'étaient soulevées en 2012. En décembre 2019, une nouvelle offensive russo-syrienne fut lancée contre la province d'Idlib, où des millions de civils déplacés survivaient dans des camps de fortune.

Par ailleurs, en janvier 2017, la Russie détourna le processus de négociation de Genève vers Astana. Actant l'échec des pourparlers conduits par Moscou et Washington sous l'égide de l'ONU, elle ouvrit une autre négociation dans la capitale du Kazakhstan, avec l'Iran et la Turquie comme « pays garants ». Elle prétendait faire

23. Cf. chapitre 12.

LA GUERRE PERMANENTE

la paix alors que ses forces armées continuaient de bombarder et tuer des civils. La résistance syrienne n'était pas représentée à Astana. Sa position restait inchangée depuis 2012 : le départ de Bachar el-Assad était un préalable à tout accord de paix²⁴.

Le régime Poutine a toujours refusé de négocier avec la représentation de la Syrie démocratique, reconnue par les instances internationales. Il a aussi mis son veto, avec la Chine, à toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en faveur d'une négociation, à l'exception de deux résolutions en 2012, que la Russie et Damas ne respecteront pas²⁵. Dès le début de la guerre, Moscou fournit Damas en armes, payables à terme. Il est probable que des contreparties aient été prévues pour l'après-guerre, dans le domaine énergétique et militaire, en particulier le statut des bases navales russes à Tartous et Lattaquié. La prédominance russe sur le terrain et dans les négociations n'a pas mis fin aux violences, exactions et violations des droits humains. Aux ravages de la guerre s'ajoute une crise humanitaire et économique gravissime due à plus d'une décennie de destruction, de corruption et de mauvaise gestion, aux sanctions, à l'effondrement financier libanais, à la pandémie de la Covid-19, et à la guerre en Ukraine. La moitié de la population d'avant-guerre reste déplacée. Selon l'envoyé spécial de l'ONU, Geir Pedersen, « la plus grande crise de déplacement au monde, et l'une des plus importantes depuis la Seconde Guerre mondiale, est aussi un moteur d'instabilité dans

24. Eugène Berg, « L'intervention de la Syrie dans le conflit syrien », *Revue Défense Nationale*, n° 802, 2017/7, p. 30-35.

25. Roy Allison, « Russia and Syria. Explaining Alignment With a Country in Crisis », art. cité, p. 795-823.

GUERRE EN SYRIE...

toute la région, qui contribue aussi au trafic illicite de drogues²⁶ ». Le pays reste *de facto* divisé en plusieurs zones, où des armées étrangères, des groupes armés syriens et des terroristes inscrits sur la liste du Conseil de sécurité sont tous actifs.

L'intervention russe en Syrie provoqua une hausse inégalée des migrations de population en 2015-2016. Aux Syriens s'ajoutaient des Irakiens, des Afghans, des Yéménites et des Soudanais. L'Europe connut alors sa plus grave crise migratoire. Plusieurs villes ont aussi subi des attentats terroristes, notamment Paris le 13 novembre 2015. Vladimir Poutine a utilisé ces tragédies pour convaincre que son armée menait d'abord et avant tout un combat contre Al-Qaïda et l'État islamique en Syrie. Il a porté Assad, financièrement et militairement, dans une prétendue « diplomatie de la paix », qui n'a pas apporté de répit aux civils et n'a pas permis le retour des réfugiés. Il a ignoré le principe de la responsabilité de protéger, pourtant voté par la Russie aux Nations unies en septembre 2005. Tous les États membres de l'ONU avaient approuvé ce principe et cet engagement, inscrits dans le document final du sommet mondial de l'ONU²⁷. Bachar el-Assad a pris sa place dans le cercle

26. Geir Pederson, envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, rapport devant le Conseil de sécurité de l'ONU, 25 janvier 2023 : <https://urlz.fr/ojJ7>.

27. « La responsabilité de protéger donne corps à l'engagement politique de mettre fin aux pires formes de violence et de persécution. Elle vise à réduire le décalage existant entre les obligations préexistantes des États membres en vertu du droit international humanitaire et du droit international des Droits de l'homme, et la réalité vécue par les populations exposées au risque de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité. » Site

LA GUERRE PERMANENTE

des dictateurs absolus, ceux qui usent de la violence extrême contre les personnes, en toute impunité. Ces régimes votent ensemble aux Nations unies : le Bélarus de Loukachenko, la Chine de Xi Jinping, la Corée du Nord de Kim Jong-un le Venezuela de Maduro, la Syrie d'Assad, la république islamique d'Iran.

La résistance syrienne continue son combat contre le régime Assad pour établir la vérité sur les crimes et que justice soit faite²⁸. La guerre d'Ukraine en 2022 a donné une forte impulsion à la recherche de vérité et de justice sur les exactions commises par les militaires et mercenaires russes en Syrie²⁹. En juin 2023, le Canada et les Pays-Bas ont saisi la Cour internationale de justice contre Damas, pour dénoncer les tortures. C'est la première fois que la Syrie est confrontée à la justice internationale depuis le début de la guerre³⁰. En revanche, quelques semaines plus tôt, à la grande satisfaction de Moscou, la Syrie d'Assad avait été réintégrée dans la Ligue arabe, qui l'avait exclue en novembre 2011.

Si l'opposition démocratique russe n'a pas su défendre la cause syrienne avec constance, elle a en revanche fermement dénoncé la guerre russe au Donbass dès avril 2014. Le combat politique s'est concentré sur la défense de l'Ukraine et les violations des droits et libertés en Russie.

des Nations unies, Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger : <https://urlz.fr/ojJp>.

28. Camille Leprince, « L'intervention russe en Syrie. Mise en scène d'une revanche sur l'histoire », *Esprit*, mai 2021, p. 14-18.

29. International Commission of Jurists, « Syria : Ten Years On, Impunity for Atrocities Continues », art. cité.

30. Stéphanie Maupas, « Le régime syrien visé par une plainte pour torture devant la Cour Internationale de Justice », *Le Monde*, 13 juin 2023 : <https://urlz.fr/ojJz>.

GUERRE EN SYRIE...

Le chapitre suivant analyse le combat des démocrates russes, en particulier Boris Nemtsov, Alexeï Navalny, Vladimir Kara-Murza, Ilia Iachine, et leurs équipes, qui ont pris d'immenses risques pour dénoncer la guerre russe en Ukraine et ont réussi à casser l'omerta sur la nature criminelle des actions armées du régime Poutine.